

Garip TURUNÇ
Université Montesquieu – Bordeaux IV
Avenue Léon Duguit – 33600 PESSANC
Tél. (33)-(0)5.57 35 65 54 – Fax (33)-(0)5.57.35.65.50
garip.turunc@u-bordeaux4.fr

Croissance pauvreté et inégalités en Turquie

(Version provisoire et inachevée)

*Communication au colloque international
« Inégalités et développement dans les pays méditerranéens »*

Université de Galataray – İstanbul – Turquie
21-22-23 Mai 2009

Organisé par le GDRi DREEM
et l'appui du LEAD (Université du Sud Toulon-Var)
du LEDa (Laboratoire d'Economie de l'Université Paris-Dauphine)
de l'Université Galatasaray

Croissance pauvreté et inégalités en Turquie

Introduction

1 – CROISSANCE, PAUVRETE ET INEGALITE : L'ETAT DE QUESTION

1 – 1 – Le lien croissance – distribution des revenus : évidence théoriques

1 – 2 – Les travaux empiriques du triangle pauvreté - croissance – inégalité

1 – 2 - 1 – L'approche économétrique de la relation entre pauvreté, inégalité et croissance

1 – 2 – 2 - L'arithmétique de la relation entre pauvreté, croissance et inégalité

A -) Une décomposition des variations de la pauvreté

B-) Les effets potentiels de la redistribution

C-) Effets des inégalités sur le taux de croissance

2 – PAUVRETE, CROISSANCE ET INEGALITE EN TURQUIE

2 – 1 – Evolution de répartition des revenus et des inégalités en Turquie

2 – 1 – 1 - 1963-1983 : période d'industrialisation de substitution d'importation (ISI) et d'augmentation des inégalités

2 – 1 – 2 - 1984-2001 : période de libéralisation du marché et des crises financières, accélération des dispersions des revenus et des inégalités

2 – 1 – 3 – 2002-2006 : période de « *deuxième génération* » des réformes et de réduction relative des inégalités.

2 – 2 – La pauvreté en Turquie

2 – 2 – 1 – L'état de pauvreté en Turquie, les décennies soixante –dix quatre vingt dix

2 – 2 – 2 – Amélioration de la pauvreté en Turquie depuis les années ?

2 – 2 – 3 - Quelles pistes de réflexions pour une politique de croissance pro-pauvres

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

Introduction

L'étude des inégalités et de la pauvreté dans leur rapport à la croissance économique a toujours tenu une place importante dans la recherche afférente à l'économie de développement. Jusqu'au début des années quatre-vingt, sous l'influence des travaux de Kuznets (1955), la relation croissance-pauvreté s'illustre par la célèbre courbe en « U » inversé : au premier stade du développement, les inégalités s'aggravent avec la diversification des activités et le dualisme économique qui en résulte, avec les mouvements de population active du secteur primaire vers le secteur secondaire ; au second stade, la relation se stabilise, puis les inégalités finissent par décliner sous l'influence notamment des politiques de redistribution publique. Pour les pays encore faiblement développés, les inégalités de revenu seraient donc une conséquence de l'accélération de la croissance, une liaison qui est aujourd'hui sujette à des controverses à la fois au niveau de la relation causale et du signe même de l'influence attendue.

Les trois thèses qui s'affrontent on peut les résumer de la manière suivante : i-) un courant dominant soutient que « la croissance est bonne pour les pauvres », selon le titre qui peut sembler largement tautologique d'une étude de la Banque Mondiale fréquemment citée (Dollar et Kraay, 2000). Cette étude estime que l'élasticité de la pauvreté à la croissance est de 1 en moyenne et que la croissance n'a pas d'impact sur les inégalités¹ ; elle conduit dans la pratique à privilégier l'objectif d'accélération de la croissance et à négliger les questions de distribution (*thèse du tricle down*) ; ii-) un deuxième thèse va jusqu'à soutenir que « la croissance suffit pour réduire la pauvreté » (Bhalla, 2002 ; Sala-i-Martin, 2002). Ses promoteurs considèrent que les statistiques de la Banque Mondiale sont exagérément pessimistes et que la pauvreté s'est en fait fortement réduite dans le monde au cours des dernières décennies, sans qu'il soit nécessaire pour cela de faire appel à des politiques ciblées. Autrement dit, l'élasticité de la pauvreté à la croissance est supérieure à 1 en moyenne et la croissance est historiquement pro-pauvres ; iii-) enfin, d'autres économistes adoptent une troisième approche selon laquelle « la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté »² (Bourguignon, 2002 ; Cling et al.). Les différents résultats dégagés par ces auteurs suggèrent que les inégalités constituent une dimension importante du problème à ne pas négliger dans la lutte contre la pauvreté. Pour Bourguignon, la réduction des inégalités génère un « double dividende » : non seulement elle contribue à réduire la pauvreté à travers un pur effet de redistribution, mais de plus cette baisse entraîne une accélération du rythme de réduction de la pauvreté, car l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen dépend de façon étroite et négative du degré d'inégalité des revenus³.

La relation entre la croissance économique et la pauvreté est sans doute moins incertaine que celle avec les inégalités. La dynamique Turque accepte assez largement cette hypothèse. La forte croissance de ces dernières années⁴ a conduit à marquer une réelle avancée en matière de recul de la pauvreté. Le tableau ci-dessous montre qu'en quelques années, le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté a diminué de plus d'un tiers, passant de 27% en 2002 à 17,8% en 2006. Cette évolution est cependant contrastée quand on introduit la dimension spatiale, notamment la dualité géographique entre les villes et les campagnes. En effet, si la

¹ L'élasticité de la pauvreté à la croissance considéré ici correspond en fait à l'élasticité du revenu moyen du premier quantile au revenu moyen de l'ensemble de la population.

² Rappelons-nous en effet l'exemple de la Révolution industrielle britannique caractérisée au début de XIX^{ème} siècle par une croissance exceptionnellement rapide, accompagnée d'une forte paupérisation de la population pendant plusieurs décennies ; plus près de nous, la reprise économique mexicaine des années quatre-vingt-dix n'a pas empêché la montée de certaines formes de pauvreté.

³ On peut même parler de « triple dividende » si l'on admet que la réduction des inégalités accélère la croissance.

⁴ Entre 2002 et 2006, la Turquie a enregistré une croissance annuelle moyenne de plus de 7 %. Devenue la dix-septième économie mondiale, elle affiche un produit national brut (PNB) de 658 milliards de dollars en 2007, soit 9 300 dollars par habitant.

pauvreté a diminué de plus de moitié en villes, le phénomène persiste dans les campagnes, il concerne encore près d'un turcs sur trois.

Tableau 1 – Pauvreté Croissance et inégalité en Turquie (en %)

	1987 (a)	1994 (b)	2002 ©	2003 (d)	2004 (e)	2005 (f)	2006 (g)	2007 (h)
Taux de pauvreté								
• Turquie		28,3	27,0	28,1	25,6	20,5	17,8	18,6
• Campagne			34,5	37,1	40,0	32,9	32,0	32,2
• Villes			22,0	22,3	16,5	12,8	9,3	10,6
Taux de croissance	9,8	- 6,1	7,9	5,9	9,9	7,6	6,9	4,6
Indice de Gini								
• Turquie	0,43	0,49	0,44	0,42	0,40	0,38		
• Campagne	0,41	0,41	0,42	0,39	0,37	0,38		
• Villes	0,44	0,51	0,41	0,42	0,39	0,37		

Sources : (a) DiE, 1990 ; (b) DiE, 1997 ; (c) DiE, 2003 ; (e) DiE, 2004 ; 'e) DiE, 2005 ; (f) TÜİK, 2006 ; (g) DiE, 2007 ; (h) DiE, 2007

Quoi qu'il en soit, alors que ces évolutions, au cours de la période 2002 – 2006, ont été favorables dans les deux cas, la partie basse du tableau montre que le recul de la pauvreté en villes s'est conjugué avec une présence importante des inégalités (l'indice de Gini reste à des niveaux élevés en villes qu'en campagne). Sur la longue période qui précède le bilan n'était guère plus encourageant : bien que le PIB par habitant a été multiplié par 3,8 durant la période 1975 – 1996 (en passant de 1.634 US\$ en 1975 à 6.133 US\$ en 1996), la Turquie, après les grands pays de l'Amérique latine, était déjà un des pays où le revenu national était le plus inégalement réparti. Selon l'Institut de statistiques de l'Etat, en 1994, 20% des ménages (les plus riches) s'appropriaient 55% de revenu national, alors que les 20% de ménages les plus pauvres devaient se partager 5% de la richesse nationale. Pour la même année, les ménages de la seule province d'Istanbul, qui représentait 13% du total des ménages, bénéficiaient de 27,5% du revenu national contre 10% seulement pour l'ensemble des 25 provinces de l'Anatolie orientale, les plus pauvres et les moins urbanisées du pays. L'indice de Gini, qui a enregistré un accroissement de 14% au cours des années 1987 - 1994, même s'il a diminué au cours de quatre-cinq dernières années, son niveau de reste élevé (plus de 30% au-dessus de la moyenne pour la zone de l'OCDE (2008)).

Plusieurs facteurs expliquent ce constat : l'inégalité régionale criant, la rentabilité très faible dans le secteur agricole, l'urbanisation exponentielle, l'exodes ruraux, un système d'éducation défaillant, minima des protections sociales, etc. Bien que présentes auparavant, c'est à partir des années 80 que les tendances lourdes de la Turquie, comme l'urbanisation, le développement économique, la scolarisation de niveau supérieur et la mobilité sociale, se sont nettement accélérées, faisant basculer le centre de gravité de la société de la campagne vers les villes. Selon les recensements généraux (DPT, 1998), entre 1980 et 1997, la population de la Turquie est passée de 44,7 à 62,8 millions. En 1980, 44% de la population vivaient en ville. Ce taux est monté en 1997 à 65%. Durant la période citée, la population totale du pays a été multipliée par 1,4 alors que la population urbaine avait doublé en passant de 19,7 millions en 1980 à 40,8 millions en 1997⁵.

L'Est et le Sud-Est anatolien demeurent les régions les plus déshéritées du pays. Des milliers de familles, forcées de quitter leurs villages, leurs troupeaux et leurs champs durant la période de conflit avec les militants kurdes dans les années 1990, sont venues s'installer dans les centres urbains de la région. Ces déplacés, au niveau d'éducation souvent limité, survivent grâce à des travaux occasionnels et à une activité agricole saisonnière. Non seulement la croissance ne s'est pas répercutée ici, mais les travaux réalisés par le Centre de Planification d'Etat (DPT) montrent que la situation a en fait empiré. Dans l'Est anatolien, il y a 0,61 dentistes, 1,21 pharmaciens et 7,4 médecins pour 10 mille habitants, alors que pour la région de Marmara (région Ouest du pays, la plus industrialisée) les mêmes taux sont respectivement 3,6, 3,8 et 16,43. A Kocaeli, ville la plus

⁵ Selon le dernier recensement la population de Turquie avait atteint, en 2008, les 71.5 millions dont 75% vivaient en ville. Près de 30% de la population vivait dans les trois métropoles : Istanbul, Ankara et Izmir. Istanbul seule représente 17,8% de la population totale.

industrialisée, le PIB par habitant est de 6 165 dollars contre 568 dollars à Ağrı, ville la plus pauvre, situé dans la région de l'Est de la Turquie (DPT, 2003).

Malgré les progrès enregistrés ces dix-quinze dernières années, des dizaines de milliers d'enfants, surtout des filles, ne terminent toujours pas leur scolarité en primaire. Un récent rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, 2007/2008) sur la jeunesse en Turquie a rappelé que les insuffisances du système éducatif, de qualité très variable selon les établissements et les régions, perpétuent les inégalités sociales. De plus, 40 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans restent inactifs, ne participant ni au marché de l'emploi ni à l'éducation. Voilà pourquoi, bien qu'elle figure désormais parmi les vingt plus puissantes économies mondiales, la Turquie a encore du chemin à faire en matière de développement humain : elle se situe au 84^e rang seulement sur la liste annuelle récemment publiée par le PNUD (2007/2008).

Ce constat nous conduit à affirmer que la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté ; elle en est une condition nécessaire mais doit s'accompagner de la mise en place de politique de réduction des inégalités présentes et futures, ce vers quoi se sont récemment orientés les Etats avec la finalisation de Cadres Stratégiques de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP). Dans ces nouveaux Cadres, la réduction de la pauvreté répond à une démarche politique volontaire allant au-delà des logiques spontanées de *trickle down* dont étaient imprégnés les programmes d'ajustement structurel. La Turquie, depuis le milieu des années 80, en accord avec le FMI, fait l'expérience de ces politiques du « consensus de Washington », pour reprendre l'expression attribuée à John Williamson (1990), privilégiant le retour à la croissance par la restauration des grands équilibres internes et externes, par l'assainissement des finances publiques, par l'ouverture commerciale sur fond de libéralisation des échanges internationaux et ajustement des taux changes et par la déréglementation et la sécurisation des droits de propriétés. Manifestement, ces politiques, sans avoir démerité, n'ont pas répondu aux attentes de sa population.

Le consensus de Washington « augmenté » des réformes institutionnelles et de l'action en faveur de la bonne gouvernance n'a pas eu davantage d'impact décisif sur la dynamique du développement (Rodrik, 2001). La boîte à outil de l'économie de développement ne s'est élargie qu'à la marge, grâce à une meilleure prise en compte des institutions de l'économie de marché à travers l'attention portée au cadre juridique, au mécanisme de réglementation de système financier et des situations imparfaitement concurrentielles. La prudence a également gagné les esprits en matières de libéralisation, de la mondialisation, notamment en ce qui concerne les mouvements de capitaux à la suite des graves crises financières de ces dix dernières années. Toutefois, rien n'a été ajouté quand à la lutte frontale contre le phénomène de la pauvreté. Or, la croissance économique n'est pas une mesure suffisante de l'évaluation du bien être social. Elle ignore les phénomènes de distribution dont les implications sont très variables pour les pauvres. Et Rodrik (2001) de soutenir qu'en aidant les déshérités, on donne corps à la meilleure des stratégies en matières d'augmentation du niveau de revenu moyen par habitant. Car la diminution de la pauvreté resserre l'écart entre les coûts sociaux et privés, et maximise les « *capabilities* » dans une perspective de développement durable. Il fallait donc, en Turquie comme dans d'autres pays en développement, dépasser les logiques du consensus de Washington, et compter sur des initiatives dont l'effet sur la réduction de la pauvreté doivent faire désormais figure de l'action publique.

L'objectif général de la présente étude est d'analyser les interactions entre l'état de la répartition des revenus, celui de pauvreté et de la croissance économique d'une économie ouverte comme celle de la Turquie. Plus spécifiquement cette étude propose de montrer qu'axer les stratégies de développement sur la croissance est un faux problème dont la résolution tient en deux propositions : i-) l'élimination rapide de la pauvreté, sous toutes ses formes, doit être l'objectif essentiel ; ii-) cette réduction de pauvreté passe par des stratégies de croissance et des politiques distributives.

La suite de l'étude est organisée comme suit : les évidence théorique et empirique du lien entre croissance, pauvreté et inégalité sont exposé dans la section 1 et, la section 2 permet de tirer les enseignements de son applications à la Turquie et dégager les politiques économiques et sociales à suivre pour améliorer le sort de ces déshérités.

1 – CROISSANCE, PAUVRETE ET INEGALITE : L'ETAT DE QUESTION

La relation entre croissance, inégalités et pauvreté est un thème récurrent en économie de développement, voire en économie tout court. Jusqu'au début des années quatre-vingt, le débat a principalement porté sur la nature du lien entre croissance et inégalité : la célèbre courbe de Kuznets établissait un lien entre croissance et inégalité, en sens inverse, le modèle standard, qui mettait en évidence une corrélation positives entre niveau des inégalités et rythme de croissance, remise en cause par des travaux réalisés ces dix dernières années⁶.

1 – 1 – Le lien croissance – distribution des revenus : évidence théoriques

Parmi les nombreuses questions fondamentales pour le processus de développement peu ont été caractérisées par les mutations, les renversements et les réaffirmations qui ont tourmenté l'analyse de l'interaction entre la croissance, la pauvreté et l'inégalité. Les preuves de l'augmentation de l'inégalité et de la pauvreté dans de nombreux pays dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, y compris dans certains pays de l'OCDE, ont attisé les controverses qui couvaient toujours (Cornia, 1999 ; van der Hoeven, 2002).

Entre les années cinquante et les années soixante-dix, les concessions mutuelles plausibles entre la croissance et la répartition des revenus se virent accorder un intérêt analytique. Celui-ci s'inspirait notamment de célèbre « hypothèse du U inversé » qui postulait que l'inégalité s'accroîtrait dans la première phase du développement pour ensuite décliner après avoir atteint certains niveaux critiques (Kuznets, 1955). Il conviendrait de citer quelques théories du croissance pour corroborer cette hypothèse. Par exemple, le modèle Lewis (1954) de « développement économique avec un approvisionnement illimité en main-d'œuvre ». Le modèle de croissance de Kaldor (1956) selon lequel les capitalistes ont une plus grande propension marginale à épargner que les travailleurs, implique également que la redistribution des bénéfices accroît le taux de croissance. Ce modèle est avant tout adapté aux pays industrialisés où la répartition fonctionnelle des revenus est en grande partie constituée de salaires et de bénéfices et il s'applique moins aux pays en développement (Aghion, Caroli et Garcia-Penalosa, 1999).

Le modèle de Chenery et Ahluwalia (1974) de « répartition avec croissance », qui était à la mode vers la moitié des années soixante-dix, distinguait les groupes sociaux suivant la propriétés de biens ou le mode d'accès aux biens. L'interaction entre la croissance et la distribution était modélisée à travers des « relations de revenus » entre les groupes ; par exemple, via les marchés du travail et des produits de base. Les expériences de simulation avec ce modèle démontrèrent qu'une répartition progressive des revenus et des biens entraîna des hausses considérables des revenus pour les ménages pauvres, grâce à l'augmentation de la productivité collective. Par conséquent, dans les années soixante-dix, on tenta d'identifier les mécanismes de redistribution permettant de faire reculer la pauvreté sans entraver la croissance.

Cet intérêt s'avéra de court durée et fut abandonné à la fin des années quatre-vingt avec la montée du néolibéralisme et le Consensus de Washington. Selon l'approche du Consensus de Washington (van der Hoven et Saget, 2004), la croissance elle-même serait le véhicule d'une résorption de la pauvreté qui serait atteinte par des mécanismes de relance par le haut pas toujours explicitement définis. L'inefficacité apparente des mesures de distribution et des politiques d'ajustement structurel (PAS) prônées par le Consensus de Washington a également incité à préconiser des dépenses publiques visant les pauvres et à en juger l'efficacité par la précision des objectifs. Il est cependant difficile dans des pays en développement de cibler les dépenses. Amartya Sen (1995) désapprouve le ciblage des dépenses publiques et avance plusieurs raisons pour expliquer son opposition : i-) les asymétries de l'information diminuent l'efficacité du ciblage en présence de « tricheries » ; ii-) les perspectives de perdre des subventions ciblées pourraient réduire les activités économiques des bénéficiaires ; iii-) la ciblage pourrait avoir un impact négatif sur la dignité personnelle des pauvres ; et iv-) la durabilité des programmes ciblés est incertaine car les bénéficiaires potentiels ont peu d'influence politique.

⁶ Pour un *survey* de ces travaux voir en particulier Aghion, Caroli et Garcia-Penalosa, 1999 ; Cogneau et Guénard, 2002.

On peut également ajouter à cette liste le problème colossal de la mesure servant à déterminer qui dispose des qualifications requises. Cette mesure est fiable dans les pays industrialisés, mais pratiquement irréalisable dans la majorité des pays en développement. Le ciblage des dépenses publiques a le plus de chance d'être performant dans le cas où les pauvres représentent une petite section de la population ; c'est-à-dire si la pauvreté ne constitue pas un problème majeur. Pour des pays dans lesquels la pauvreté est généralisée, le coût administratif, l'identification, le contrôle et la création de programme pourraient l'importer sur leurs bienfaits.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'analyse néo-libérale et les politiques d'ajustement structurel (PAS) fondées sur le « consensus de Washington » ainsi la légitimité des Institutions de Bretton Wood (IBW) furent contestées par plusieurs études (Milanovic, 1999 ; Francisco, 1999 ; van der Hoeven, 2000 ; John 1997). La théorie optimiste selon laquelle les macro-politiques orthodoxes avait, par nature, un effet réducteur de pauvreté fut particulièrement remise en question⁷. La majorité des études de la relation entre croissance et de la répartition des revenus dans les années quatre-vingt-dix ont abouti à la conclusion que l'inégalité augmente pendant les récessions, et que, en moyenne, le taux de croissance positif sont neutres pour la répartition tandis qu'une inégalité initiale plus basse augmente la probabilité que la croissance fera reculer la pauvreté (Ravallion et Chen, 1997).

1 – 2 – Les travaux empiriques du triangle pauvreté - croissance – inégalité

La baisse de la pauvreté absolue dépend mécaniquement de deux facteurs : d'une part, l'augmentation du revenu moyen de la population, - à distribution relative des revenus inchangé -, conduit à une réduction de la pauvreté ; d'autre part, - à revenu moyen inchangé -, toute redistribution des revenus en direction des déshérités produit le même effet. De plus, si potentiellement la croissance et la baisse des inégalités peuvent jouer sur la réduction de la pauvreté, il semble que le premier facteur l'emporte largement sur le second. Ainsi, Datt et Ravallion (1992) ont développé une méthode qui permet de décomposer l'évolution de la mesure de la pauvreté en un « effet croissance »⁸ et un « effet inégalité »⁹. A partir de données sur l'Inde et du Brésil, ils trouvent que l'effet croissance domine largement l'effet inégalité. Des résultats semblables ont été trouvés par d'autres auteurs pour un certain nombre de pays en développement¹⁰.

De façon évident et en combinant ces deux facteurs, une croissance positives accompagnée d'une augmentation de la part du revenu national détenue par les pauvres, labellisée sous le terme croissance *pro-pauvres* (Banque mondiale, 2000 ; Klasen, 2002) conduira mécaniquement à une réduction de la pauvreté plus forte que si le revenu des pauvres augmente moins, ou aussi vite que celui du reste de la population. Cependant, la relation entre croissance, inégalité et évolution de la pauvreté va au-delà de cette simple décomposition. Ces dernières années, tout un pan de la littérature théorique et empirique, alimentée notamment par la disponibilité de nouvelles bases de données internationales (Deininger et Squire, 1996), s'est développé pour explorer la complexité des interactions entre ces trois termes. Deux types d'approches complémentaires ont été en général mobilisés : l'approche économétrique et l'approche arithmétique qui cherche à établir une décomposition comptable de l'effet des deux facteurs sur la pauvreté.

1 – 2 - 1 – L'approche économétrique de la relation entre pauvreté, inégalité et croissance

L'approche économétrique consiste à utiliser les données disponibles sur les épisodes passés de croissance et sur l'évolution concomitante de la pauvreté pour identifier la valeur de l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen. Depuis la fin des années quatre-vingt, un grand nombre de pays développés et en développement ont réalisé des enquêtes de type budget-consommation sur

⁷ Ces derniers ont réagi en annonçant l'abandon officiel des PAS pour mettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté, placée désormais au centre des politiques de développement. Cette prise de conscience a abouti à la définition dans le cadre des Nations Unies des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), dont le premier vise à diviser par deux le pourcentage de la population vivant dans une situation de pauvreté extrême à l'horizon 2015

⁸ Toute augmentation du revenu moyen, - à distribution inchangée -, contribue à réduire le taux de pauvreté.

⁹ Toute réduction des inégalités, - à revenu moyen inchangée -, contribue à réduire le taux de pauvreté.

¹⁰ Voir en particulier sur ce point G. S. Fields, 2001.

des échantillons représentatifs de leur population et avec une fréquence plus ou moins élevée et régulière. Cet afflux de données a permis la réalisation des études sur données de panel et de pallier, au moins partiellement, les problèmes récurrents des analyses menées sur une coupe transversale par pays, liés aux effets fixes non contrôlés, aux erreurs de mesure et aux difficultés à convertir de façon satisfaisante les différentes monnaies dans une seule et même unité (Ravallion, 1996 ; Ravallion et Chen, 1997 ; Ravallion, 2001). Ces études obtiennent une élasticité du taux de pauvreté (au seuil de 1 dollar de PPA/jour), comprise entre - 2 et - 3 selon la taille de l'échantillon retenu. Ces valeurs indiquent qu'une hausse de revenu moyen de 1% se traduirait par une baisse comprise entre 2% et 3% du taux de pauvreté.

Cependant ces études ne tiennent pas compte du fait que l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen dépend également des inégalités de la distribution et du niveau de développement, que l'on peut définir comme le ratio entre le revenu moyen et la ligne de pauvreté retenue (Heltberg, 2002). La littérature économétrique de ces dernières a cherché à prendre en compte l'effet des inégalités sur la valeur estimée de l'élasticité. Ainsi Bourguignon (2002), sur un échantillon de 113 épisodes de croissances correspondant à 51 pays, estime que la prise en compte du niveau de développement et de l'inégalité de revenus améliore sensiblement le pouvoir explicatif de la régression du taux de réduction de la pauvreté sur le taux de croissance. Un moindre niveau de développement, de même qu'une inégalité des revenus plus fortes, sont associés à une réduction moins rapide de la pauvreté au cours des épisodes de croissance positive – et, corrélativement, à une augmentation moins rapide de la pauvreté lorsque la croissance est négative. Finalement s'il faut peu de doutes que la croissance joue significativement sur la réduction de la pauvreté ce résultat ne clôt pas pour autant la discussion. En effet : quelle est la vitesse de réduction de la pauvreté et de quoi dépend-t-elle ? En particulier, quel rôle peut être attribué aux variations des inégalités ?

Sur ce point, l'étude de Dollar et Kraay, *Growth is good for the poor*, parue en 2000 et abondamment citée depuis, a joué un rôle dans la relégation au second plan, voir dans la mise à l'écart, des politiques de redistribution. Les deux auteurs y montrent qu'en moyenne les épisodes passés de croissance ne sont pas accompagnés de modifications significatives de la répartition des revenus au détriment ou en faveur des plus démunis. En d'autres termes, la croissance serait neutre en terme d'inégalité de revenus et donc de pauvreté (Figure 1). Les études qui ont précédées (Deininger et Squire, 1996 ; Chen et Ravallion, 1997) et celle de Ravallion (2001) qui l'a suivie, toutes parviennent aux mêmes conclusions¹¹.

L'approche économétrique, qui par nature fournit des estimations « en moyenne », ne signifie pas pour autant que la croissance *pro-pauvres*, consistant à faire profiter de la croissance économique pour réduire les inégalités et accélérer ainsi la réduction de la pauvreté, soit irréaliste (Figure 2). Ceci est certes rare mais certains pays y arrivent. On rencontre plutôt, dans la plus part des pays en développement un schéma où la richesse est captée par les riches et presque rien ne profite au pauvre (Figure 3). Même si une certaine schéma de développement semble limiter les chocs distributifs les plus négatifs sur les pauvres, il n'y a pas de fatalité à ce que les pays qui souffrent d'un taux important de pauvreté ne puissent redistribuer en direction des plus démunis.

Aujourd'hui les économistes conviennent de fait en générale que la croissance est essentielle pour réduire la pauvreté, à condition que la répartition de revenu reste plus ou moins constante (Deininger et Squire, 1996 ; Dollar et Kraay, 2001 ; Ravallion, 2001 et 2003 ; Bourguignon, 2002). Cependant, le vrai problème de l'élaboration d'une stratégie de développement est de savoir si la croissance et la distribution sont indépendantes ou si, au contraire, elles sont étroitement liées. Une croissance accélérée va-t-elle ainsi réduire les inégalités ou bien les renforcer ? Des inégalités trop importantes dans un pays vont-elles ralentir la croissance ou bien l'accélérer ?

¹¹ La relative fragilité de ces conclusions ont été mise en évidence par d'autres travaux (Ghura, Leite et Tsangarides, 2002).

Figure 1 – Croissance neutre en terme de pauvreté

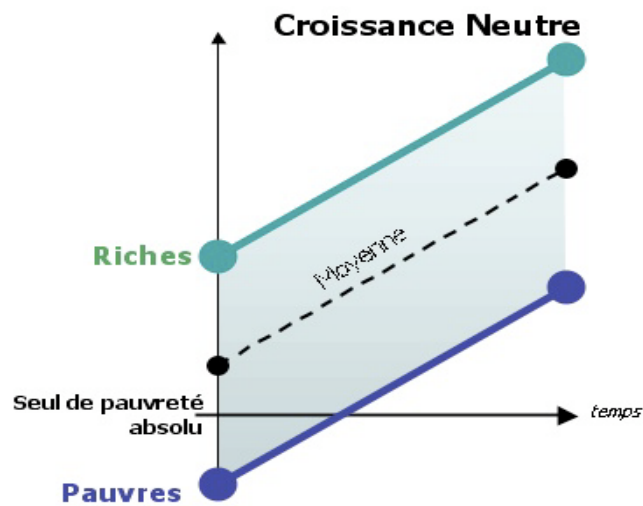


Figure 2 – Croissance pro-pauvres

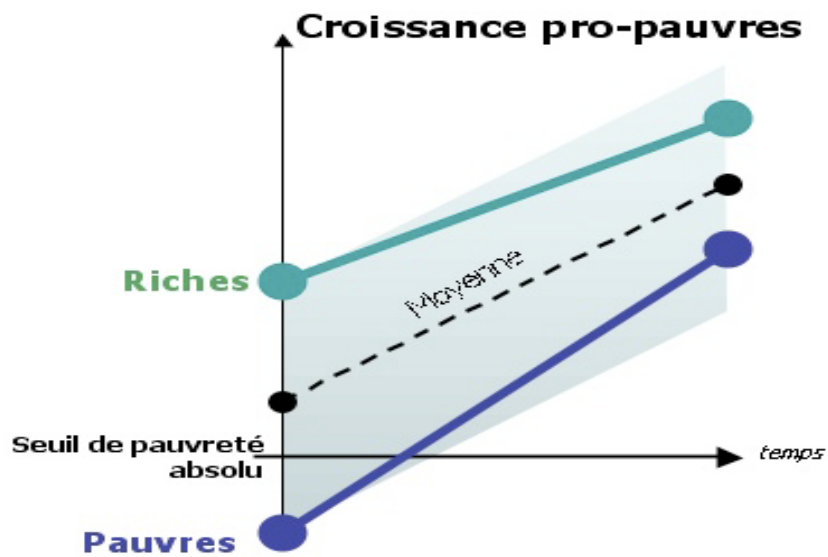
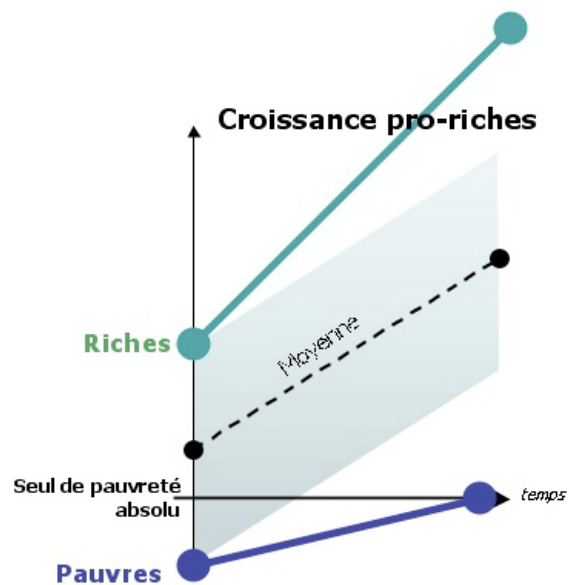


Figure 3 – Croissance pro-riches



Plusieurs études réalisées ces dix dernières années concernant les effets de la croissance sur la répartition de revenu indiquent clairement que la relation est à la fois robuste et complexe. Cela contredit les nombreuses régressions transversales qui n'établissent aucune relation significative entre croissance et inégalité et qui pourraient amener à conclure que « la croissance (quelle qu'elle soit) est bonne pour les pauvres ». Les analyses transnationales ne sont pas non plus très parlantes quand aux effets de inégalités sur la croissance. De fait, il est difficile de réunir les variables explicatives qui permettent d'identifier cette relation.

Nous tenterons ici de clarifier le débat en proposant une analyse des relations qui existent entre le triangle pauvreté-croissance-inégalité d'un point de vu arithmétique et souligner la portée et le rôle de stratégie de distribution.

1 – 2 – 2 - L'arithmétique de la relation entre pauvreté, croissance et inégalité

La question du caractère plus ou moins « pro-pauvres » de la croissance économique a relancé les débats sur les performances relatives de la croissance et de la redistribution des revenus en termes de lutte contre la pauvreté. En effet, puisque deux pays présentant un niveau de développement similaire peuvent, pour un même taux de croissance, enregistrer des évolutions sensiblement différentes de leur niveau de pauvreté, il est nécessaire de s'interroger sur les raisons de ces divergences.

Une partie de la réponse peut être trouvée dans l'expression même des mesures de pauvreté puisque celles-ci sont fonctions d'une ligne de pauvreté (le seuil de revenus en deçà duquel un individu est considéré comme pauvre), du niveau moyen de revenus et de la distribution relative des revenus de la population étudiée. Pour une ligne de pauvreté constante et des revenus mesurés en termes réels, toute variation du niveau de pauvreté ne peut alors s'expliquer que par des modifications du niveau moyen de revenus et du degré d'inégalités. Un exercice fréquent consiste à estimer la contribution de ces deux éléments aux variations de la pauvreté, exercice d'autant plus intéressant qu'il permet de lier l'objectif de réduction pauvreté à ceux de croissance économique et de diminution des inégalités.

A -) Une décomposition des variations de la pauvreté

Bien qu'il existe plusieurs techniques¹² permettant aux changements de la pauvreté agrégée d'être décomposés en effet de croissance pure et en effet d'inégalité nous retenons dans notre exercice empirique, la méthode de décomposition de Kakwani (1993,1997).

L'approche de Kakwani (1993) consiste à dériver des élasticités de la pauvreté par rapport au revenu moyen ou dépense moyenne et à l'inégalité, mesurée par la courbe de Lorenz, afin d'évaluer les changements dans la pauvreté dus aux variations du revenu moyen ou dépense moyenne et de l'indice de Gini. Dans le cadre de cette méthodologie, l'analyse de la relation entre la croissance économique, la pauvreté et l'inégalité nécessite uniquement les données d'une seule enquête. Avant d'en faire une application aux données de l'enquête camerounaise auprès des ménages de 1996, il convient d'exposer rapidement les éléments de cette méthodologie.

En effet, Kakwani (1993) suppose qu'un indice de pauvreté noté θ , est une fonction des trois éléments à savoir : le seuil de pauvreté (Z) ; le revenu (ou la dépense) moyen par tête d'habitant (μ) et l'inégalité de revenu captée par la courbe de Lorenz $L(p)$. Donc,

$$[1]$$

où $L(p)$ est la proportion du revenu total détenue par les plus pauvres p fois 100 % de la population. Si l'inégalité est mesurée par la courbe de Lorenz, toute modification de cette courbe induira une variation de l'inégalité. Considérons une courbe de Lorenz caractérisée par les k

¹² Il convient de noter que le problème de décomposition du changement dans la pauvreté en effets de croissance et de redistribution a été initié par Kakwani et Subbarao (1990), et Jain et Tendulkar (1990). Après ces deux travaux, un nombre réduit d'alternatives de décomposition a été développé, en l'occurrence celles de Datt et Ravallion (1992), Kakwani (1997), Son (2003)).

paramètres $m_1, m_2, \dots, m_k$. Alors, les modifications de cette courbe seront attribuées aux variations des paramètres et l'on aura :

$$dL(P) = \sum \frac{\partial L(P)}{\partial m_i} dm_i \quad [2]$$

Ainsi, à partir de l'équation [1], si le seuil de pauvreté (z) reste constant, alors une modification de la pauvreté pourrait être représentée par :

$$d\theta = \frac{\partial \theta}{\partial \mu} d\mu + \sum \frac{\partial \theta}{\partial m_i} dm_i \quad [3]$$

Cette relation décompose la variation de la pauvreté en deux éléments : l'effet de croissance, obtenu en maintenant la distribution du revenu constante, et l'effet de distribution de revenu, obtenu en gardant inchangé le revenu total. Le premier terme du second membre de l'équation [3] est appelé « effet de croissance pure » alors que le second terme représente « l'effet d'inégalité ». Si la croissance économique est positive, alors l'élément de croissance pure sera négatif, et *vice versa*. Cette approche permet à l'auteur de calculer ces deux effets en utilisant une seule base des données.

Afin de spécifier les deux effets précédents en prenant en considération un indice de pauvreté, Kakwani suppose par la suite que le revenu X d'un individu est une variable aléatoire de fonction de densité $f(x)$ et de fonction de répartition $F(x)$. À partir de la classe des mesures de la pauvreté (possédant des propriétés d'additivité et de séparabilité), dénotée par θ et donnée par :

$$\theta = \int_0^z P(x, \mu, f(x)) dx \quad [4]$$

Dans cette expression, *partial P over partial x* < 0, *partial^2 P over partial x^2* > 0, $P(z, z) = 0$ et $P(z, x)$ est une fonction homogène de degré zéro par rapport à z et x .

Kakwani développe une expression de l'élasticité de θ par rapport au revenu moyen par tête donnée par :

$$\eta_\theta = \frac{1}{\theta} \int_0^z x \frac{\partial P}{\partial x} f(x) dx \quad [5]$$

qui est toujours négative, car la dérivée partielle de P par rapport à X < 0.

En considérant maintenant la classe des mesures de pauvreté suggérées par Foster, Greer et Thorbecke (1984), donnée par l'expression :

$$P_\alpha = \int_0^z \left(\frac{z-x}{z} \right)^\alpha f(x) dx \quad \alpha \geq 0 \quad [6]$$

l'élasticité de P_α par rapport au revenu moyen par tête μ , est donnée par :

$$\eta_{P_\alpha} = \frac{\partial P_\alpha}{\partial \mu} \times \frac{\mu}{P_\alpha} = -\alpha \frac{(P_{\alpha-1} - P_\alpha)}{P_\alpha} \quad [7]$$

Pour $\alpha > 0$, cette expression sera toujours négative, car P_α est une fonction monotone décroissante de α . Lorsque $\alpha = 0$, cas du ratio de pauvreté (H), l'élasticité de (H) par rapport au revenu moyen devient :

$$\eta_H = \frac{\partial H}{\partial \mu} \times \frac{\mu}{H} = -\frac{zf(z)}{H} < 0 \quad [8]$$

qui représente le pourcentage des pauvres qui franchiront la ligne de pauvreté suite à un accroissement de 1 % du revenu moyen de la société.

Heltberg (2007) a réalisé des simulation appliquées au cas de quelques PEG, pour illustrer la sensibilité de l'élasticité-revenu de la pauvreté au choix de seuil de pauvreté. Il apparaît que les plages de variation des élasticités sont très importantes (elles sont proche de 0 lorsque P_0 est négligeable et atteignent près de -5 quand quasiment l'ensemble de la population est pauvre), et qu'elles croissent avec le degré d'aversion pour la pauvreté (les indicateurs P_1 et P_2 sont plus élastiques que P_0).

Pour aller plus loin et relâcher la contrainte de constance des inégalités, il est nécessaire d'émettre des hypothèses supplémentaires sur la forme de distribution. Bourguignon (2002) montre que, si la distribution des revenus relatifs est log-normale (ce qui est la forme retenue le plus souvent), il existe une relation comptable entre la valeur absolue de l'élasticité du taux de pauvreté (P_0) au revenu moyen, le niveau du revenu moyen et le degré d'inégalité des revenus, donné par :

$$\varepsilon = \frac{1}{\sigma} \lambda \left(\frac{\text{Log}(z/y_m)}{\sigma} + \frac{1}{2} \sigma \right) \quad [9]$$

où λ est la fonction de probabilité de la loi normale centrée réduite, σ est l'écart-type de la distribution du logarithme du revenu, z la ligne de pauvreté et y_m le revenu moyen. Cette expression montre qu'un même taux de croissance aura d'autant plus d'effet sur le taux de pauvreté que le niveau de développement est important (faible valeur de ratio z/y_m) et que l'inégalité des revenus est faible¹³.

Ces résultats suggèrent que les inégalités constituent bien une dimension importante du problème à ne pas négliger dans la lutte contre la pauvreté. Pour Bourguignon, la réduction des inégalités génère un « double dividende » : non seulement elle contribue à réduire la pauvreté à travers un pur effet de redistribution, mais de plus cette baisse entraîne une accélération du rythme de réduction de la pauvreté, car l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen dépend de façon étroite et négativement du degré d'inégalité des revenus. Dès lors la question à laquelle il est intéressant de répondre concerne l'ampleur de ce double dividende. Plus précisément, est-il possible de parvenir à croître tout en redistribuant en direction de plus pauvres ? Dans l'affirmative, peut-on qualifier les gains générés par la redistribution lorsque la croissance s'accompagne de redistribution ?

B-) Les effets potentiels de la redistribution

Contrairement aux effets d'une augmentation du niveau moyen de revenus à inégalités constantes, les effets d'une redistribution des revenus sont par nature plus difficiles à cerner. En effet, une même variation du degré d'inégalités peut toujours être obtenue en effectuant des transferts entre individus non pauvres - donc sans effet sur le niveau de pauvreté -, ou entre pauvres et non pauvres - avec au contraire des effets potentiellement importants en termes de pauvreté. Cette absence de certitude sur le lien entre inégalités et pauvreté ainsi que le constat empirique d'une relative stabilité des degrés d'inégalités dans le temps expliquent sans doute la priorité accordée par certains économistes à l'objectif intermédiaire de croissance pour réduire la pauvreté. Pourtant, en calculant des bornes théoriques pour les élasticités inégalités de la pauvreté, on s'aperçoit que la redistribution des revenus peut, à revenu moyen constant, être un outil de lutte contre la pauvreté bien plus efficace qu'une augmentation du revenu moyen, à degré d'inégalités constant, pour peu que les transferts opérés soient correctement ciblés. Ces bornes théoriques montrent parallèlement que la même variation du degré d'inégalités peut aussi avoir des conséquences dramatiques en termes de pauvreté. Ces résultats sont d'autant plus forts qu'ils s'appliquent aussi aux pays à très faibles revenus pour lesquels il est traditionnellement admis que l'accroissement des inégalités de revenus est un mal nécessaire dans le processus de développement.

Ce constat ne signifie toutefois pas qu'il faille systématiquement privilégier la poursuite de politiques de redistribution des revenus. En effet, bien que la fixation d'un objectif de redistribution des revenus en faveur des membres défavorisés de la population soit souhaitable dans chaque pays en développement, il serait naïf de penser que l'on peut manipuler aisément le degré d'inégalités de revenus, et encore plus d'imaginer que cela puisse être réalisé sans conséquence sur le niveau de revenus par habitant. Si l'étude de l'influence de la croissance et de la redistribution sur la variation de la pauvreté permet de définir des cibles en termes d'inégalités et

¹³ L'application numérique de cette équation dans le cas de Brésil et la Turquie, pour l'année 2000, montre que l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen est d'autant plus importante en valeur absolue que l'inégalité est faible : elle est égale à l'unité pour le Brésil et de 2, 3 pour la Turquie (J.-P. CLING, Ph. DE VREYER, M. RAZAFINNDRAKOTO et F. ROUBAUD, « La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : le rôle des inégalités », DIAL, Document de Travail, 2003)

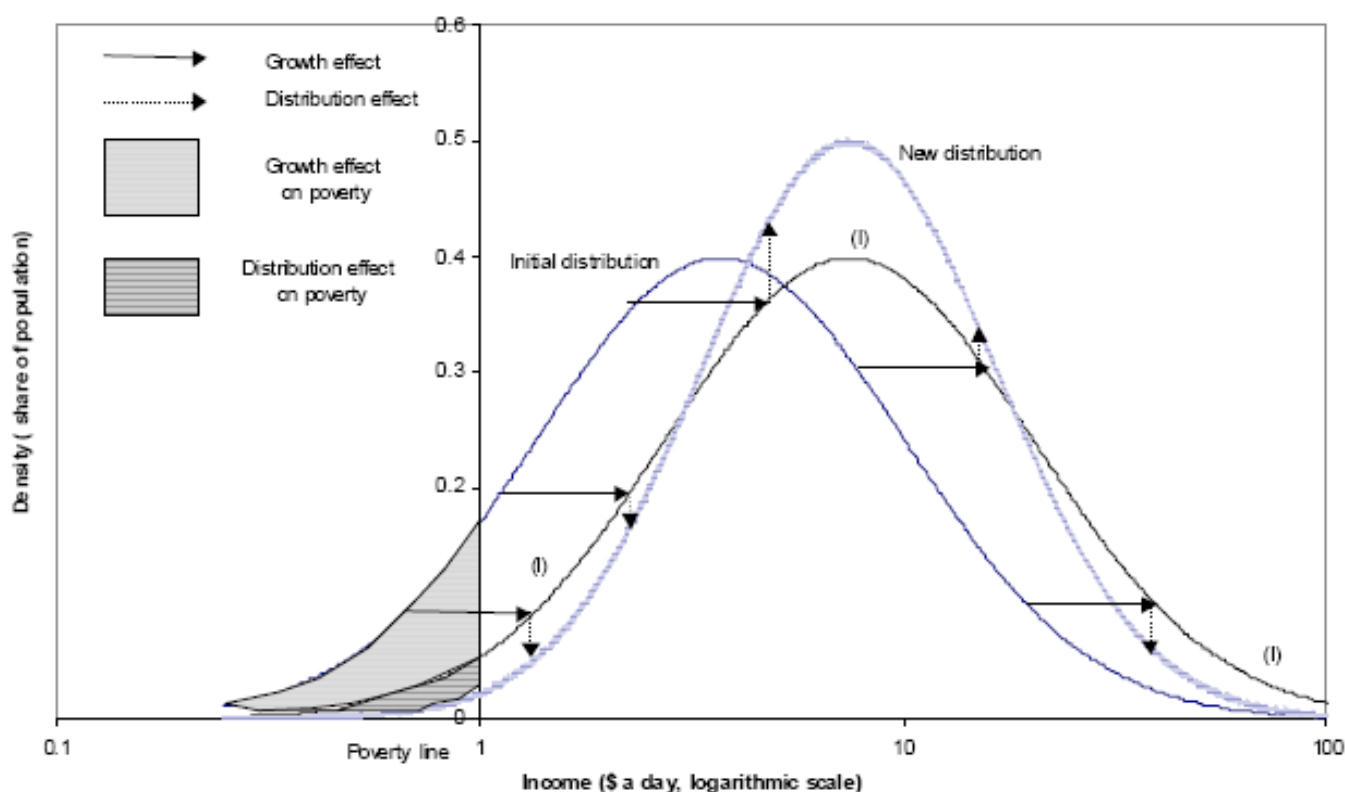
de revenus moyen pour répondre de manière optimale aux problèmes de pauvreté, elle ne peut fournir d'indication sur les politiques à mener que complétée d'une connaissance précise des effets des différents instruments de politique économique sur le niveau moyen de revenus et le degré d'inégalités.

Pour Bourguignon (2004), une variation de la distribution des revenus peut se décomposer en deux types d'effet : une variation proportionnelle de tous les revenus, qui ne modifie pas la distribution du revenu relatif (effet de croissance) ; une variation de la distribution des revenus relatifs qui, par définition, est indépendante du revenu moyen (*effet distributif*)¹⁴.

Il souligne qu'une variation de la pauvreté est une fonction de la croissance, de la distribution et de la variation de la distribution. Ce principe est illustré par la figure 4, où l'indice numérique de pauvreté correspond à la zone située sous la courbe de densité à gauche du seuil de pauvreté (fixé ici à 1 dollar par jour). Cette figure fait apparaître la densité de la distribution du revenu, à savoir le nombre d'individus à chaque niveau de revenu (représenté sur l'échelle logarithmique en abscisse). Le passage de la distribution initiale à la nouvelle distribution s'effectue via une étape intermédiaire qui est la translation horizontale de la courbe de densité initiale vers la courbe (I). L'échelle logarithmique figurant en abscisse, cette variation correspond à la même augmentation proportionnelle de tous les revenus de la population et tient lieu d'« effet de croissance » pur, sans que la distribution des revenus relatifs ne soit modifiée. Ensuite, le déplacement de la courbe (I) vers la nouvelle courbe de distribution se produit à revenu moyen constant et correspond à la variation du revenu « relatif » dans la distribution ou à l'« effet distributif ».

Figure 4 - Décomposition des variations affectant la distribution et la pauvreté en effets distributifs et de croissance

Figure 1. Decomposition of change in distribution and poverty into growth and distributional effects



Son article publié de l'année précédente, Bourguignon (2003) montre que la croissance et l'élasticité de la pauvreté par rapport aux inégalités sont des fonctions croissantes du niveau de développement et des fonctions décroissantes du degré d'inégalités des revenus relatifs. Ce

¹⁴ Cette décomposition a été abordée en détail dans Datt et Ravallion (1992) et Kakwani (1993). Voir aussi Fields (2001) et Bourguignon (2003).

même article montre aussi comment l'identité de décomposition est applicable aux périodes de croissance observées pour lesquelles des données de distribution sont disponibles en début et fin de chaque période.

Cette discussion met en lumière quelques conclusions simples. Les variations de la croissance et des inégalités jouent un rôle fondamental dans l'évolution de la pauvreté. Cependant, leur impact dépendra du niveau initial de revenu et d'inégalités. En outre, les effets relatifs des deux phénomènes peuvent différer très sensiblement d'un pays à l'autre.

S'appuyant sur un échantillon réel des pays, sur des période de croissance entre 1981 et 1995, où l'on a observé des variations aussi bien du revenu moyen par habitant que de la distribution du revenu relatif, il montre que la distribution joue un rôle dans la réduction de la pauvreté. A moyen terme, les variations distributives peuvent être responsables d'évolutions non négligeables de la pauvreté qui peuvent même, dans certains cas, neutraliser les effets favorables de la croissance.

Quels enseignements peut-on tirer de tout cela pour définir des politiques économiques ou, plus précisément, une politique de redistribution ? A première vue, ces arguments devraient déboucher sur un scénario vertueux : la redistribution progressive des revenus pendant un certain temps accélère la réduction de la pauvreté pour des modèles et des rythmes de croissance donnés. Si l'on interprète littéralement la relation potentiellement négative entre inégalités et croissance, cette stratégie de redistribution devrait stimuler la croissance. Il suffirait alors de disposer d'instruments de politique économique garantissant que cette croissance profite aux pauvres (c'est-à-dire réduit les inégalités) pour que le processus vertueux s'enclenche et provoque une accélération de la croissance et de la réduction de la pauvreté ainsi qu'une contraction des inégalités. Malheureusement, cela n'a rien à voir avec les conclusions que nous pouvons tirer des arguments évoqués pour justifier l'influence néfaste des inégalités sur la croissance. Ces arguments et leurs implications mettent en jeu des aspects plus subtils dont nous devons tenir compte.

Les arguments évoqués par Bourguignon (2004) tendent simplement à suggérer que la redistribution des richesses des riches vers les moins riches peut avoir un impact positif sur la croissance – soit en corrigeant les imperfections du marché du crédit qui empêchent certains investissements productifs, soit en abaissant le taux d'imposition, soit encore en supprimant d'autres mécanismes de distorsion de redistribution des revenus. Ce qui importe ici, c'est le fait que la redistribution des richesses, et non celle du revenu, peut produire cet effet favorable sur l'efficacité de l'économie et sur la croissance. De fait, les transferts de revenu (lorsqu'il ne s'agit pas de sommes forfaitaires) auraient exactement l'effet inverse sur la croissance. En abaissant la rentabilité espérée liée à l'acquisition du capital physique et humain, ils pourraient provoquer des distorsions dans l'économie, réduire l'épargne et l'investissement et, par conséquent, le taux de croissance. Pour être efficace et stimuler la croissance, la redistribution doit porter donc sur les richesses plus que sur le revenu courant ou, éventuellement, les dépenses de consommation.

Sans ces transferts de la part des classes à fort revenu et politiquement actives, les coûts fixes d'éducation et les contraintes de liquidité empêchent les pauvres d'accéder à l'instruction. Mais il est peu probable que les pauvres arrivent à se mobiliser pour exiger davantage de transferts. La participation politique dépend du niveau d'éducation ou de revenu des acteurs économiques. L'élite peut être incitée à « favoriser » stratégiquement l'émergence d'une classe moyenne restreinte en fournissant l'accès à l'éducation. Cela lui permet de récolter les bénéfices d'une croissance économique accrue alimentée par l'accumulation de capital humain, tout en atténuant le risque d'expropriation après une démocratisation partielle ou totale.

C-) Effets des inégalités sur le taux de croissance

La discussion précédente ne couvre qu'un aspect de la relation entre croissance et distribution. L'autre aspect qui prévaut aujourd'hui concerne l'idée selon laquelle les inégalités ne sont pas un résultat final mais qu'elles jouent un rôle central dans la détermination du rythme et du modèle de croissance. Cette voie de recherche a d'abord été explorée par Galor et Zeira (1993), suivis par les papiers empiriques de Persson et Tabellini (1994) ainsi que ceux d'Alesina et Rodrik (1994), qui furent les premiers à souligner que les inégalités initiales semblaient être associées de manière empirique à des taux de croissance plus faibles.

Ces recherches ont fourni plusieurs hypothèses expliquant pourquoi la redistribution progressive était susceptible de renforcer la croissance. Il en va ainsi des imperfections du marché du crédit, citées pour expliquer que la redistribution du capital des entreprises ou des individus qui en sont dotés vers des populations pauvres et sans accès au crédit augmente l'efficacité, l'investissement et la croissance. Cet argument s'applique à plusieurs situations, sachant que le non-accès des pauvres à l'emprunt (manque de garanties collatérales ou imperfections du marché du crédit) et leur faible niveau initial de richesse les empêchent de saisir des occasions d'investissement qui seraient plus profitables à la société et à eux-mêmes que d'autres investissements réalisés ailleurs (Piketty (1997). Ainsi, les populations démunies n'ont pas les mêmes chances dans la vie que les plus riches, car elles ne peuvent pas éduquer leurs enfants, aussi doués soient-ils, ni obtenir des prêts pour monter une affaire ou adhérer à une assurance. Les pays caractérisés par un indice numérique de pauvreté élevé ou une distribution inégale des richesses sous-utilisent donc leur potentiel de croissance davantage que les pays comptant moins de pauvres ou caractérisés par une distribution plus équitable.

Des arguments d'économie politique ont également été avancés : trop d'inégalités dans une démocratie redistributive conduisent à une augmentation de la redistribution et à une diminution de l'accumulation du capital. Alesina et Perotti (1996) affirment que les inégalités peuvent réduire la stabilité politique ce qui, à son tour, entraîne une baisse de l'investissement en deçà des niveaux optimaux.

D'autres hypothèses ont également été avancées dans la littérature. L'un d'entre eux, qui complète un argument développé dans les années 1970, s'appuie sur l'existence d'économies d'échelle pour certains biens de consommation, qui ne pourraient pas être exploitées si les inégalités en réduisaient la demande (Shleifer et Vishny, 1998).

Quels enseignements peut-on tirer de tous ces travaux pour définir des politiques économiques ou, plus précisément, une politique de redistribution dans un pays comme la Turquie ? A première vue, ces arguments devraient déboucher sur un scénario vertueux : la redistribution progressive des revenus pendant dans les années à venir ne pourrait qu'accélérer la réduction de la pauvreté pour des rythmes de croissance donnés. Si l'on interprète littéralement la relation potentiellement négative entre inégalités et croissance, cette stratégie de redistribution devrait stimuler la croissance. Il suffirait alors de disposer d'instruments de politique économique garantissant que cette croissance profite aux pauvres (c'est-à-dire réduit les inégalités) pour que le processus vertueux s'enclenche et provoque une accélération de la croissance et de la réduction de la pauvreté ainsi qu'une contraction des inégalités.

2 – PAUVRETE, CROISSANCE ET INEGALITE EN TURQUIE

La Turquie, après une longue période de guerre ottomane, est née comme un pays pauvre. Vers la fin de l'Empire, les Jeunes Turcs essayèrent de mettre en place une politique dite d'« économie nationale », qui a été reprise par les kémaliste. Ces derniers considéraient le « peuple turc » comme étant déstructuré, voulaient le reconstitué avec ses ouvriers, ses paysans, et créer avec ses entrepreneurs, « une bourgeoisie de type national ».

La politique économique kémaliste profita en premier lieu aux seigneurs féodaux de l'Est et du Sud-Est, aux riches fermiers de l'Ouest et à la bourgeoisie commerçante et fit naître en même temps une bourgeoisie industrielle. En outre, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, dans cette période de restriction et d'augmentation de pauvreté dans les milieux ruraux, une nouvelle classe d'homme d'affaire vit le jour¹⁵. Ainsi enrichies, la classe dominante cherchèrent à s'emparer des postes de commandes de l'Etat. Leur organe politique, le Partie Démocrate (PD), prit le pouvoir en 1950. Appliquant une politique économique libérale calquée sur celle des Etats-Unis, cette politique suscita un dégel dans la vie sociale du pays. Une certaine urbanisation s'amorça. Les paysans pauvres ainsi que les journaliers agricoles émigrent vers les grandes villes où ils

¹⁵ Le nombre des « profiteurs de guerre » arrivait à 30 ou 40 milles personnes. Ce fut surtout les fournisseurs de l'Armée en tandem avec certains officiers d'approvisionnement, les importateurs, les exportateurs et les plus gros industriels. On peut dire que l'origine des premiers mouvements privés d'accumulation de capital date de cette époque.

espéraient trouver du travail¹⁶. Grâce à la mécanisation agricole et de la distribution de l'Aide Marshall, le pays enregistra une certaine développement qui se traduit par plus de 10% du taux de croissance en moyen au cours des années 1946-1953 (Boratav, 2004, p. 21). Le secteur industrie enregistre également une croissance similaire avec une doublement des revenus réelles des ménages au cours de même période, considéré par certains économistes turcs comme « l'âge d'or ». Cette croissance a contribué à baisser le taux de pauvreté de la population des petites villes ainsi que dans la campagne.

Cependant cette politique économique mal planifié, dépendant des importations et d'aides extérieurs entraîna un important déficit de balance de paiement (Kepenek et Yentürk, 2005). Le taux de croissance au cours des années 1954-1960 n'est que de 4,5% en moyen (Kazgan, 1999, p. 108). La répartition très inégalitaire des revenus suite à un système d'imposition injuste (Cosar, 2005, p. 48), l'augmentation de 15% des prix en moyen au cours de cette période, qui s'abatte surtout sur les populations laborieuses et des investissements inutiles et mal répartis, furent une autre raison de la faillite économique du PD. Cette faillite qui se traduit en 1958 par une dévaluation de 322%, fut un des facteurs déterminants du coup d'Etat du 27 mai 1960.

Après une brève période, poursuivi par un gouvernement militaire, en 1965 sous le pouvoir de la bourgeoisie commerciale et industrielle, l'économie turque entre dans la phase d'intégration à l'économie capitaliste mondiale. Les phénomènes le plus importants de cette phase ont été les suivants : i-) le rôle du des investissements étrangers dans la construction d'une industrie de « montage » des pièces importées qui se présentait comme une stratégie de croissance économique basée sur une politique d'industrialisation de substitution d'importation (Gülalp, 1983, p. 44 ; TÜSIAD, 2005, p. 45) ; ii-) la signature en 1970 d'un « protocole supplémentaire » avec la CEE par lequel la Turquie accepte les conditions du libre échange sur les marchés européens ; et iii-) la persistance d'un taux d'inflation important, dû essentiellement à la dévaluation, aux importations chères et aux émissions de monnaie des montants important par la Banque centrale¹⁷. Un Office National du Plan (Devlet Planlama Teşkilatı) constitué en 1961 se chargea de la planification et à partir de 1963 les plans quinquennaux (Beş Yıllık Kalkınma Planları) ayant comme premier but l'industrialisation du pays furent appliqués, avec l'appui des investissement publics (Kazgan, 1999, p. 112).

Grâce à ces plans quinquennaux, qui prévoyaient l'objectif d'une taux de croissance économique de 7% par an et de 12% pour le secteur industriel, un décollage économique se manifesta au cours des années 1963-1977. Même si les objectifs affichés au niveau des taux croissances n'ont pas étaient atteinte, l'économie turque a pu enregistré un développement, considéré comme au cours de cette période qui couvrait les trois premiers plans quinquennaux. Cependant, cette politique de développement tournée vers le marché intérieur avec une forte dépendance de l'extérieur (Borata, 2004, pp. 117-144), a surtout favorisé les importations en accroissant la demande des biens d'équipement, elle s'est traduite, vers la fin des années soixante-dix, par le repli de la croissance et par une crise économique : les taux de croissances ont été négatifs pour 1979 et 1980, avec des taux d'inflation très élevés (52% en 1978, 63,9% en 1979). La Turquie, ébranlé par le deuxième choc pétrolier, n'arrivait plus à financer les importations nécessaires au fonctionnement de l'industrie et du transport. La crise financière et le coup d'Etat militaire (en 1980) ont consacré l'échec d'un modèle de développement basé sur la politique d'industrialisation de substitution d'importation (ISI).

Les années soixante et soixante-dix ont été marqué par une profonde mutation que connaît le pays : les masses rurales ont continué à faire irruption dans les milieux urbains où elles ont été confrontées aux dualités de secteur formel/informel, moderne/traditionnel, individu/communauté, etc., sans pouvoir bénéficier, pour la majeure partie d'entre elles, de tous les fruits attendus du développement. Pour atteindre les objectifs des plans quinquennaux basées sur la politique de

¹⁶ Les pôles d'attraction de ce mouvement furent les trois villes industrielles les plus importantes du pays, c'est-à-dire Istanbul, Izmir et Ankara. La population urbaine passe de 25% (soit 50 milles personnes) en 1950 à 32% (soit 1 million 200 milles personnes) en 1960 (DIE, 1993 , p. 8). Cette population s'entasse dans des bidonvilles (gecekondu) des périphérie suburbaines dont le nombre passe de 50 milles en 1955 à 240 milles en 1960 (Keleş, 1996 , p ; 386)

¹⁷ Entre 1970-1980, le taux d'inflation est entre 63 et 64%. La masse monétaire en circulation passe de 15 milliards de Livre turc (LT) en 1969 à 37,4 milliards en 1975.

substitution aux importations, il fallait créer, à côté d'un marché de biens de consommation, un marché de travail avec des salaires très bas (Kepenek et Yentürk, 2005, p. 149). Et pour avoir cette main-d'œuvre dont les entreprises ont besoins, l'Etat encouragea les provinciaux à quitter la campagne et se projeter dans une existence des zones urbaines (DPT, 1968). Ainsi, une classe ouvrière de plus de deux millions de personnes s'est formée vers la fin des années soixante-dix¹⁸. Ainsi, à côté d'un secteur formel, un secteur « illégal », pauvre et sans travail s'est formé dans les grandes villes et ses périphéries (ODTÜ, 1999, p. 17)¹⁹. La part des revenus de 20% des ménages les plus pauvres, qui présentait 4,5% du revenu total en 1963, a chuté à 3% en 1968, alors que celles de 20% les plus riches passait, pour les mêmes années, de 57% à 60% (Işığışok, 1998). On constate le même évolution dans les campagnes : la part de 41% revenu national détenu par le secteur agricole en 1963, ne représentait que 23,8% en 1980 (Bien et Muharrem 1998, pp. 376-399). La Sécurité Social (SSK) fondé en 1950 était loin de répondre aux besoins de la population. Le SSK, vingt ans après sa création, ne couvrait que de 28,5% de la population en 1970. Avec la nouvelle caisse d'assurance, créée au début des années quatre-vingt pour les commerçants et travailleur indépendant, ce taux est passé, au cours de ces dernières années, à 48,9% (Soyer, 2006). C'est dire qu'aujourd'hui près d'un Turc sur deux ne bénéficie toujours pas d'aucune couverture sociale.

En Turquie, l'incidence des efforts de développement sur la pauvreté, la croissance et inégalité a été marquée, depuis le début des années quatre-vingt, par trois période. Premièrement, la période de 1980-1988, caractérisée par le programme de stabilisation, plus connu sous le nom de « mesures du 24 janvier », adoptée juste après le coup d'Etat militaire de 1980, qui amorça la libéralisation de l'économie. Après le retour à la démocratie parlementaire en 1983, le niveau de l'économie du pays s'est nettement amélioré. La politique de déréglementation des échanges et d'ouverture sur l'extérieur a permis des progrès très rapide : en 1987, les exportations ont été quadruplées par rapport à 1980, la Turquie a atteint le plus taux de croissance de l'OCDE (8% en 1986 et 7,4% en 1987). Ces forts taux de croissances ont été accompagnés d'une réduction substantielle de la pauvreté et de la baisse de l'inégalité de revenu.

Deuxièmement, la période de 1989-1999 marqué par la libéralisation financière, un ralentissement de la croissance et de très haut taux d'inflation. La politique de libéralisation et déréglementation des années quatre-vingt a suscité de l'entrée des capitaux étrangers dans le pays²⁰, lesquelles ont permis de réaliser des taux de croissance élevés. Mais, paradoxalement, cette période de croissance observée s'accompagne par l'élargissement de la distribution des revenus : l'indice de Gini, qui était 0,43 en 1987, a enregistré un accroissement de 14% et atteindre ainsi le niveau de 0,49 en 1994(soit plus de double de la moyenne européenne).

Les capitaux entrant dans le pays, avec des taux d'intérêt attrayant²¹, en grande partie des capitaux de placement à court terme, donc volatiles et près à quitter le pays à moindre risques. L'endettement excessif de l'Etat pour maintenir un taux de croissance de l'économie relativement élevé, s'est soldé, vers la fin des années quatre-vingt et le début des années 2000, par une crise économique avec un taux d'inflation se situant au cours de la période 1996-1999, à 75% en glissement annuel. En 2001, c'est « l'effondrement du système financier, qui entraîna le rejet des forces politiques traditionnelles et l'arrivée au pouvoir en novembre 2002 du parti islamiste modéré, l'AKP.

Troisièmement, la période de 2002 à 2007, marqué par la croissance soutenue et une baisse substantielle du taux d'inflation. Dès son arrivée, l'AKP lance, avec le concours du Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, un vaste mouvement de réformes, dites de « deuxième génération », qui touche tous les domaines de l'économie, dans le sens d'un rapprochement vers l'acquis communautaire. Des résultats positifs se font rapidement sentir : la croissance a été plus de 9% en 2004 (taux le plus élevé dans le monde après la Chine) ; le taux d'inflation est descendu

¹⁸ Le 31,9% de la population qui vivait en zones urbains en 1960, est passé à 43,9% en 1980.

¹⁹ Selon les enquêtes réalisées en 1973, 39% des salariés avaient un salaire inférieur au minimum légal (Banque mondiale, 1980, p. 139).

²⁰ Les entrées de ces capitaux représentait 2% du PIB en moyen sur la période 1980-1989, ont atteint le niveau de 7,1% en 1993 (Boratav, 2004, p. 189).

²¹ Le taux d'intérêt sur les bons de trésor a atteint le niveau de 164,4% en 1994 (Kepenek et Yentürk, 2005, p. 237)

au – dessous de 9% pour la même années, loin sous la barre de 12% qui a été fixée avec le FMI ; les entreprises n'ont jamais autant exporté, et le déficit des comptes courant a été contenu à moins de 3% au cours de cette période. Il semble que, ces évolutions ont été accompagnées d'une réduction de la pauvreté et de la baisse de l'inégalité de revenus, d'après les dernières enquêtes de l'Institut Statistique (DİE, 2003, 2004, 2005 ; TÜİK, 2006). L'indice de Gini aurait enregistré une baisse important (de 22,5%) par rapport à l'année 1994, pour atteindre le niveau 0,38 en 2005 et 0,37 en 2006

2 – 1 – Evolution de répartition des revenus et des inégalités en Turquie

Les premiers travaux sur la répartition de revenus des ménages en Turquie remontent au décennie qui va du milieu des années soixante au milieu des années soixante-dix (Çavuşoğlu et Hamurdan, 1966 ; Bulutay, Timur et Ersel, 1971 ; DPT, 1976). En utilisant des modélisations et de méthodologies d'enquête plus appropriées, une dizaine d'année après ces premiers études, d'autres travaux (Celasun, 1986, 1989 ; Esmer, Fişek et Kalaycıoğlu, 1986 ; DİE, 1990, 1996), donnant une évaluation plus précise des inégalités des revenus, ont été réalisées. Enfin, les dernières études portant sur la répartition des revenus et la pauvreté, ont été effectuées par les deux organismes étatiques, le DİE (2003, 2004, 2005) et, le TÜİK (2006).

Tableau 2 – Répartition des revenus en Turquie, 1963-2005

% des ménages	1963 (a)	1968 (b)	1973 ©	1978 (d)	1983 (e)	1986 (f)	1987 (g)	1994 (h)	2002 (i)	2003 (j)	2004 (k)	2005 (l)
Premier 20%	4,5	3	3,5	2,9	2,7	3,9	5,2	4,9	5,3	6,0	6,0	6,1
Deuxième 20%	8,5	7,0	8,0	7,4	7,0	8,4	9,6	8,8	9,9	10,3	10,7	11,1
Troisième 20%	11,5	10,0	12,5	13,0	12,6	12,6	14,1	12,6	14,0	14,5	15,2	15,8
Quatrième 20%	18,5	20,0	19,5	22,1	21,9	19,2	21,2	19,0	20,8	20,9	21,9	22,6
Cinquième 20%	57,0	60,0	56,5	54,7	55,8	55,9	49,9	54,9	50,1	48,3	46,2	44,4
Indice de Gini	0,55	0,56	0,51	0,51	0,52	0,50	0,43	0,49	0,44	0,42	0,40	0,38

Sources : (a) Çavuşoğlu et Hamurdan, 1966 ; (b) Bulutay, Timur et Ersel, 1971 ; (c) DPT, 1976 ; (d) Celasun, 1986 ; (e) Celasun, 1989 ; (f) Esmer, Fişek et Kalaycıoğlu, 1986 ; (g) DİE, 1990 ; (h) DİE, 1996 ; (i) DİE, 2003 ; (j) DİE, 2004 ; (k) DİE, 2005 ; (l) TÜİK, 2006.

Faisant référence à l'ensemble de ces travaux, le tableau 2 récapitule la répartition des revenus selon les tranches de 1/5 des ménages, ainsi que les indices de Gini, sur la longue période 1963-2005. Les deux indicateurs retenus convergent pour montrer que depuis des décennies, la Turquie – malgré la relative amélioration de ces dernières années -, reste l'un des pays (à côté l'Afrique du Sud, du Brésil et du Mexique) le plus inégalitaire du monde. Comme on peut le constater sur le tableau, le rapport entre le revenu moyen des 20% les plus pauvres et celui des 20% les plus riches est passé sur les deux décennies 1963-1983 de 12 à 20. Autrement dit, au cours de cette période les pauvres sont devenus plus pauvres (la part de 4,5% du revenu totale qu'ils disposaient en 1963, n'était que 2,7% vingt ans après) et les riches sont devenus plus riches qu'avant (alors qu'ils disposaient 12 fois plus des revenus de plus pauvres en 1963, en 1983 ils en disposa 20 fois plus). La même évolution est à constater également sur la période 1987-1994, au cours de laquelle l'indice de Gini augmente de 14%. Même s'il a enregistré une baisse au cours de la première moitié des années 2000, son niveau reste très élevé (38% au-dessus de la moyenne de la zone des pays de l'OCDE (2008)).

Les fondements de ces évolutions seront examinés dans la présente section par le truchement de réponse aux questions suivantes : quelles étaient les sources de croissance, de répartition des revenus et des inégalités au cours de ces différentes périodes ? Dans quelles mesures l'exode rural et l'urbanisation intensive ont-ils contribué sur la répartition des revenus et des inégalités ? Qu'en est-il du rôle du modèle de développement d'industrialisation de substitution d'importation, qui a été appliqué au cours des décennies soixante et soixante-dix ? Les politiques de libéralisation des échanges des années quatre-vingt ont-elles aggravées l'inégalité dans la distribution des fruits de la croissance ? Pourquoi la croissance a-t-elle connu un ralentissement au milieu des années quatre-vingt-dix et au début des années 2000, et qu'elle en était les conséquences sur la répartition des inégalités de revenus ? En quoi les « réformes de deuxièmes

génération », adoptés au début des années 2000 dans une dynamique d'intégration européenne, ont-elles été des facteurs déclenchant dans la réduction de la courbe des inégalités ? Les trois périodes qui seront retenues dans l'analyse de réponses à ces questions sont les suivantes :

- 1963-1983 : période d'industrialisation de substitution d'importation et d'augmentation des inégalités ;
- 1983-2001 : période de libéralisation du marché et de crise financière, accélération des dispersions des revenus et des inégalités ;
- 2001-2006 : période de « *deuxième génération* » des réformes et de réduction relative des inégalités.

2 – 1 – 1 - 1963-1983 : période d'industrialisation de substitution d'importation (ISI) et d'augmentation des inégalités

Les mesures de stabilisation décidées en 1958 après les échecs de politiques économique du Partie Démocrate, amorçaient la stratégie de développement basée sur la politique d'ISI. Après que ce parti a été chassé de pouvoir, par un coup d'Etat militaire en 1960, les années soixante et soixante dix ont été marquées par une politique d'ISI, accompagnées des mesures protectionnistes (Gülalp, 1983, p. 44). Appliquée dans les cadres des plans quinquennaux, cette stratégie de développement, a favorisé la croissance économique et l'accumulation du capital, mais elle a également marquée l'évolution macro-sociologique de la Turquie. En effet, cela donna l'occasion de la profonde mutation que le pays n'avait jamais connu auparavant : des millions de provinciaux ont été projetés en quelques décennies dans une existence marquée par le fait urbain, la mobilité, la salarisation au minima de protection sociale, de précarité et de pauvreté.

Tableau 3 – Population urbain en Turquie, 1960 – 1980

Années	Population Totale (Milles)	Population urbain Milles)	Part %
1960	27 755	8 860	31,9
1965	31 391	10 805	34,4
1970	35 605	13 691	38,5
1975	40 358	16 869	41,8
1980	44 737	19 645	43,9

Source : DiE, 1993

Comme on peut le voir dans le tableau 3, la population urbaine a plus que doublé en une vingtaine d'années, passant de 8 millions 860 milles en 1960 à 19 millions 645 milles en 1980. La part de cette population, vivant en grande partie dans des bidonvilles (gecekondu) des périphéries des grandes villes²², était passé de 31,1% en 1960, à 38,5% en 1970 et à 43,9% en 1980. Cette urbanisation anarchique, soutenu par l'Etat (DPT, 1968, p. 253), en vue de constituer un marché de travail à des salaires très bas, a ouvert les portes à l'émergence d'une « culture de pauvreté ».

Le nombre d'ouvriers augmente très rapidement, pour atteindre plus de 2 millions 300 milles au début des années quatre vingt, dont pour la majorité d'entre-eux sans existence légale, vivant dans la misère à la marge de la société (Kıray, 1998, pp.81-90). L'augmentation de personnes sans travail, le « taux de chômage », était en constante augmentation au cours de cette période, passant de 3,1% en 1960, à 6,44% en 1970 et à 8,52% en 1980, alors que la population adulte en âge de besoin de travailler pour assurer un minimum d'existence ne cessaient d'augmenter (Tableau 4).

²² Mübecceç Kıray(1998, pp. 91-99), montre qu'à Ankara 61%, à Istanbul 45% et à Izmir 43% de la population vivaient dans les bidonvilles. Le nombre de ces gecekondu était passé de 240 milles en 1960 à 1 million 150 milles en 1980 (Keleş, 1996, p. 386)

Tableau 4 – Taux de chômage et Population en Turquie, 1960 - 1980

Années	Taux de chômage	Indice de population (base 100, 1950)	Indice de population adulte (base 100, 1950)
1960	3, 01	127	134
1965	3,54	143	155
1970	6,44	161	179
1975	7,73	182	207
1980	8,52	206	239

Source : Dansuk, 1997, p. 81

Cette mutation a fait naître des dualités inédites dans le pays : ville/campagne, moderne/traditionnel, formel/informel, légal/illégal, occident/islam, individu/communauté, etc, qui ne pouvait que renforcer la disparités des revenus et d'augmentation des inégalités (Tableau 5). La part des revenus de 20% des ménages les plus pauvres avait nettement diminuée au cour cette période, passant de 4,5% en 1963, à 2,7% en 1983. L'amélioration relative de l'Indice de Gini au début des années soixante dix, provient essentiellement de l'augmentation de la part de 3^{ème} et 4^{ème} tranches de 20% des revenus, consécutivement aux augmentations des salaires de la classe moyenne.

Tableau 5 – Répartition des revenus en Turquie, 1963-1983

% des ménages	1963 (a)	1968 (b)	1973 ©	1983 (d)
Premier 20%	4,5	3,0	3,5	2,7
Deuxième 20%	8,5	7,0	8,0	7,0
Troisième 20%	11,5	10,0	12,5	12,6
Quatrième 20%	18,5	20,0	19,5	21,9
Cinquième 20%	57,0	60,0	56,0	55,8
Indice de Gini	0,55	0,56	0,51	0,52

Sources : (a) Çavuşoğlu et Mamurdan, 1966 ; (b) Bulutay, Bulutay, Timur et Ersel, 1971 ;

(c) DPT, 1976 ; (d) Celasun, 1989.

L'étude de répartition fonctionnelle des revenus confirme cette conclusion (Tableau 6). La part des salaires après avoir atteints son niveau maximum (36,8 %) en 1977²³, après cette année, sous la pression de l'augmentations de l'inflation et des revenus des entreprises, il a commencé à bassiner pour attendre le niveau 26,6% en 1980. Cependant, ce sont les entreprises qui ont été les premiers gagnant de cette politique d'industrialisation de substitution d'importation : leur part de revenu (bénéfice, recette des capitaux placés à des taux d'intérêt élevés) ont augmenté considérablement vers la fin des années soixante-dix, passant de 34,07% en 1977, à 49,47% en 1980. Ce qui explique que la part des revenus de 20% des ménages de plus riches n'a pas subie des modifications importantes tout le long de période considérée (Tableau 5).

Dans tableau 6 on peut constater également la baisse continue de la par des revenus du secteur agricole tout le long de la période, passant de 41,19% en 1963, à 23,87% en 1980. Celle-ci provient essentiellement de l'exode rural, pour répondre aux besoins de la politique d'ISI, qui sensée de garantir une croissance exponentielle. Cette migration vers les zones urbaines, à la recherche d'une existence meilleure, a vidé le secteur agricole de ses ouvriers. Ce dernier n'a pu assurer Sa survie que grâce aux subventions accordées par l'Etat, lesquels constituaient pour beaucoup d'agriculteurs une prime d'assurance contre la pauvreté.

²³ Cette amélioration s'explique par l'augmentation des salaires réels au cours de ces décennies soixante et soixante dix, dû à la syndicalisation. D'après Boratav (2004, p. 137), au cours de la période 1963-1976, les salaires réels ont augmentés de 220%. A partir de 1970, 20% des ouvriers ont été syndiqués. En 1978, sur les 5,5 millions d'ouvriers dans l'industrie, 1,5 millions (soit 27%) ont été affiliés aux organisations syndicales (Türk-İş., DISK, etc).

C'est dire que le bilan au niveau de répartition des revenus et une inégalité de stratégie de développement basé sur une politique d'ISI, n'était vraiment pas bénéfique pour l'immense majorité de la population. La croissance (5% en moyenne sur la période) a été plutôt pro-riches et au détriment des pauvres. A la fin des années soixante dix, l'augmentation du chômage, la crise financière et le coup d'Etat militaire (en 1980) ont consacré l'échec de ce modèle, pour laisser place à un autre modèle de développement basé sur libéralisation de marché et l'ouverture vers l'extérieur.

Tableau 6 – La répartition fonctionnelle des revenus en Turquie, 1963-1980(en %)

Années	Part de secteur agricole (en%)	Part du secteur non agricole	Part des salaires	Part de revenu des entreprise
1963	41,19	58,81	21,50	37,31
1964	38,67	61,33	23,72	37,60
1965	35,83	64,17	27,01	37,17
1966	36,19	63,81	27,13	36,68
1967	34,53	65,47	28,51	36,95
1968	32,44	67,56	29,31	38,25
1969	31,58	68,42	31,38	35,05
1970	31,08	68,92	31,15	37,77
1971	31,31	68,69	31,33	37,66
1972	30,32	69,68	31,57	38,11
1973	29,13	70,87	31,56	39,31
1974	30,20	69,80	29,77	40,03
1975	30,76	69,24	31,51	37,73
1976	31,28	68,72	32,73	36,99
1977	29,12	70,88	36,81	34,07
1978	26,66	73,34	35,19	38,15
1979	24,33	75,67	32,79	42,88
1980	23,87	76,13	26,66	49,47

Source : Bilen et Muharrem, 1998, pp. 376-399.

2 – 1 – 2 - 1984-2001 : période de libéralisation du marché et des crises financières, accélération des dispersions des revenus et des inégalités

Le programme de stabilisation, plus connu sous le nom de « mesures de 24 janvier » 1980, amorça la libéralisation de l'économie et l'ouverture vers l'extérieur. La stratégie de développement choisie, consista à encourager, par des mesures incitatives, les exportations. Cette politique de déréglementation des échanges tournée vers l'extérieur a eu un certain succès. Le niveau de l'économie de la Turquie s'est nettement amélioré : la part des exportations, qui se situait à 5% du PIB en 1980, est passé à 12,5% en 1988 (Yeldan, 2003, pp. 44-45). Le pays a atteint le plus haut taux de croissance de l'OCDE : 8% en 1986 et 7,4% en 1987. Cependant, cette performance, réalisée par la baisse des salaires, des dévaluations successives, des taux d'inflation et d'intérêt très élevé (Tableau 7), aboutira, vers la fin des années quatre vingt dix et début des années 2000 , à un endettement excessif de l'Etat et aux crises financières.

Les mesures, appelé « réformes de première génération », qui ont marqué les années 1980-1988, ont permis en effet des progrès très rapides avec un taux de croissance annuel moyen de 5% sur cette période. Cette croissance tirée par les exportations a été réalisée grâce à un certain niveau de compétitivité qui a été obtenu, en grande partie, grâce aux compressions des salaires (Boratav, 2004, p. 149). Cette politique d'accumulation de capitale par les baisses de coûts salariaux (Yeldan, 2003, p. 44) d'un part, et des niveaux des taux d'inflations très élevés d'autre part, ont entraîné une augmentation des inégalités de répartition des revenus. La part des salaires qui représentait 30,4 % du revenu national qu'au cours des années 1990-1993, ne représentait que 24,6 % au cours des années 1995-1998, alors que, pour les mêmes périodes, le taux de

salarisation augmentait de 39,7% à 42,9% (Tableau 8). C'est qui traduisait donc la précarisation et l'appauvrissement de la classe salariale.

Tableau 7 – Inflation, dévaluation et taux d'intérêt en Turquie, 1980-1998

Années	Taux d'inflation	Taux d'intérêt annuel	Taux de dévaluation
1980	115,6	33,0	150,8
1981	33,9	50,0	43,3
1982	21,9	50,0	45,7
1983	31,4	45,0	40,2
1984	48,4	45,0	62,1
1985	45,0	55,0	40,7
1986	34,6	48,0	29,8
1987	38,8	53,6	27,3
1988	73,7	83,9	67,1
1989	63,3	58,6	47,5
1990	60,3	59,4	23,2
1991	66,0	72,7	61,9
1992	70,1	74,2	64,2
1993	66,1	74,8	60,0
1994	106,3	95,6	169,6
1995	93,6	92,3	51,2
1996	80,4	93,8	77,5
1997	85,7	86,6	86,6
1998	84,6	94,6	71,8

Source : Kepenek et Yentürk, 2005, p. 237

Il y avait un autre facteur aggravant cette d'iniquité au niveau de partage de revenu national, l'Etat pour payer la charge de la dette en augmentations constante, a modifié au milieu des années quatre-vingt, les barrâmes d'impôt en vigueur depuis 1963, en instaurant une nouvelle Taxe de Valeur Ajoutée (Katma Değer Vergisi, KDV). Le taux d'imposition de première tranche de revenu est passé de 10 à 25%, alors que le taux d'imposition de tranche supérieur baissait de 60 à 50%. En 1988, TVA représentait 31% des recettes de l'Etat et l'impôt sur le revenu 34%, alors que les sociétés n'en contribué que 15% (Kepenek et Yentürk, 2005, p. 254).

Tableau 8 – Evolution du marché du travail et répartition des revenus salariales

Années	Part des revenus des salariés dans revenu national (en %)	Part des salariés dans le marché du travail (en %)
1990	27,2	39,0
1991	31,9	38,0
1992	31,7	39,7
1993	30,9	42,2
1990-1993	30,4	39,7
1994	25,5	40,9
1995	22,2	41,5
1996	23,9	42,8
1997	25,8	44,6
1998	25,5	44,6
1995-1998	24,6	42,9

Sources : DİE, Hane Halkı İşgücü Veri Tabanı ; DİE Gelir Yöntemiyle GSYİH 1987-12002.

A côte de la priorité accorder à l'exportation, la politique de croissance économique visait le développement de secteur du service au détriment de secteur agricole. Au milieu des années quatre vingt la part des services commence à être prépondérant dans l'économie, passant de

48,4% du PIB en 1980, à 55% en 1983 et à 61% en 1997 (Kepenek et Yentürk, 2005, p. 387) ; pendant que le secteur agricole diminuait de 24,2% en 1980 à 18,3% en 1988 (DİE, 1996, p. 431). Dans un contexte de commerce extérieur défavorable aux produits agricoles, les subventions étatiques accordés à ce secteur ont été réduites considérablement (Kazgan, 1999, p.149). L'application d'un modèle d'accumulation basée sur la baisse de coûts salariaux tiraient également vers le bas les prix des produits agricoles, appauvrissant les petites propriétaires aux bénéfices de grandes exploitations. L'indice de Gini, dans ce secteur, passe de 0,57 en 1980 à 0,61 en 1991 (Altan, 1998, pp. 410-447).

Les résultats de l'enquête sur la répartition des revenus de ménages, réalisé par l'DİE en 1996, sur la période 1987-1994, a confirmé, pour la première fois, le creusement de l'inégalité en Turquie. L'indice de Gini avait augmenté de 14% passant de 0,43 en 1987 à 0,49 en 1994. Cette augmentation provenait de la dégradation de la situation de deux premiers 20% des ménages les plus pauvres, qu'ils ont vu leur part de revenu baisser respectivement de 5,24% en 1987 à 4,86% en 1994 dans la première et 9,61% à 8,63 pour seconde. L'augmentation des inégalités a été plus criant dans les milieux urbains qu'en campagne. L'indice de Gini a enregistré une augmentation de 16% en villes, passant de 0,44 en 1987 à 0,51 en 1994 (Tableau 10), dû vraisemblablement, aux déplacements des masses rurales qui ont fait irruption dans les grandes villes où elles ont été confrontées aux difficultés de la vie.

Tableau 9 – Répartition des revenus en Turquie – 1987-1994

	TURQUIE		VILLES		CAMPAGNES	
% des ménages	1987	1994	1987	1994	1987	1994
Premier 20%	5,24	4,86	5,43	4,83	5,21	5,57
Deuxième 20%	9,61	8,63	9,33	8,19	10,03	10,14
Troisième 20%	14,06	12,61	13,60	11,87	14,98	14,80
Quatrième 20%	21,15	19,03	20,71	17,90	21,97	21,79
Cinquième 20%	49,94	54,88	50,93	57,22	47,82	47,70
Indice de Gini	0,43	0,49	0,44	0,51	0,41	0,41

Source : DİE, 1990, 1996

Un autre facteur déterminant de l'inégalité de répartition des revenus en Turquie provient des inégalités régionales. Les régions Marmara et Ege (Ouest du pays), en 1997, alors qu'il ne réunissait que le 39,1% de la population totale des ménages, elles disposaient 54,9% du revenu national du pays. Cette inégalité de répartition de revenu régionale est encore plus important pour les régions de l'Est (Doğu et Sud-Est (Güneydoğu Anadolu) où habite 18,3% des ménages avec une part très faible (8,6%) du revenu national (Tableau 10).

Tableau 10 – Répartition régionale des revenus en Turquie – 1990 – 2000

REGIONS	1990	1994	1997	2000
AKDENİZ	12,37	12,24	12,12	11,73
DOĞU ANADOLU	3,97	3,81	3,78	3,27
EGE	16,48	17,24	16,75	18,76
G.DOĞU ANADOLU	5,40	5,40	5,32	5,11
İÇANADOLU	16,19	16,26	15,35	16,07
KARADENİZ	9,73	9,42	9,04	9,08
MARMARA	35,86	35,63	38,14	37,98
TOTAL	100	100	100	100

Source : DİE, 2003

Cette iniquité des revenus régionale, elle est également criante entre les villes de ces régions. Les ménages d'Istanbul disposent en moyen trois plus que les ménages des villes comme Mardin, Batman, Şırnak ou Siirt situés à l'Est du pays. Istanbul occupe également la première place dans le classement des inégalités internes : 1% (le plus riche) de sa population possède 29% de revenu de cette ville, 25% de la population les plus pauvres n'en disposent que 5,9% et la différence entre

le revenu mensuel moyen de 1% le plus riche et de 1% le plus pauvre est 322 (Sönmez, 2002, pp. 93-94)

Au cours des années quatre-dix la situation économique et sociale du pays entre dans une période de turbulence. La première partie politique du pays au pouvoir, l'ANAP, perd les élections locales et se trouve relayées au troisième rang. Leurs dirigeants prennent conscience que la politique d'ouverture vers l'extérieur basé sur la réduction des coûts salariaux accompagné des taux d'inflation très hauts (Tableau 7 et 8) ne pouvait plus perdurer, décident de changer leur stratégie de développement économique. Convaincu que l'épargne intérieure n'étant pas en mesure d'assurer le financement de l'économie, ils ont adopté une politique de libéraliser du marché financier en fixant des taux d'intérêt suffisamment élevé pour attirer les capitaux étrangers. Ces mesures se sont traduis par des importantes entrées des capitaux qui ont permis d'assurer des taux de croissance de 6,75% en moyen sur la décennie quatre vingt dix (Tableau 11), mais avec une importante endettement à court terme²⁴. Cet endettement excessif, un taux d'inflation à plus de 106,3% en 1994, une perte de 100% de valeur de Livre turque (TL) le 15 janvier de même année, a abouti à la crise financière. Le gouvernement prend des mesures qui se traduit par des politiques de réduction des salaires qui, à son tours, a permis le développement du secteur informel²⁵, l'augmentation de chômage, la baisse de la demande intérieur et le taux de croissance – 6,1% en 1994 (Tableau 11).

Tableau 11 – Capitaux étrangers et Taux de croissance en Turquie, 1990-2001

Année	Entrée des capitaux étrangers en % du PIB	Taux de croissance
1990	3,0	9,4
1991	0,2	0,4
1992	4,3	6,4
1993	7,1	8,1
1994	- 4,8	- 6,1
1995	3,5	8,0
1996	5,4	7,1
1997	5,8	8,3
1998	1,8	3,9
1999	4,6	- 6,1
2000	6,5	6,3
2001	- 8,6	- 9,4

Source : Boratav, 2004, p. 189

La fin des années quatre-vingt-dix est une époque des crises économiques : au cours de période 1996-1999, l'inflation se situait à 75% en glissement annuel et des comptes extérieurs très dégradés (OCDE, 1999). En 2001, c'est « l'effondrement du système financier », qui entraîna la pire récession qu'ait connue la Turquie depuis 1945, mais elle a aussi suscité une volonté de rupture avec un système qui avait fait faillite et elle a prouvé les capacités de redressement de l'économie turque.

2 – 1 – 3 – 2002-2006 : période de « deuxième génération » des réformes » et de réduction relative des inégalités.

Arrivé au pouvoir en 2002, l'AKP (le partie islamiste modéré) lance un vaste mouvement de réformes dites de « deuxième génération » qui touche tous les domaines de l'économie, dans le sens d'un rapprochement vers l'acquis communautaire. Des résultats positifs se font rapidement sentir : la croissance, soutenue depuis la fin de l'année 2002, attendra 9% en 2004 ; le taux d'inflation est descendu au dessous de 10% ; les entreprises n'ont jamais autant exporté et le

²⁴ L'endettement extérieur pèse de 41,8 milliards dollars en 1989 à 67,4 milliards de dollars en 1993 (DPT, 2002, pp. 22-30). Parallèlement, la charge de la dette a suivi la même évolution, passant de 3,5% du PIB en 1990, à 5,8% en 1993 et à 7,7% en 1994 (Arin, 2003, p. 603)

²⁵ En 1997, le secteur informel représentait 52% de l'effectif total du marché d'emplois, privée de toutes protections sociales (Yeldan, 2003, p. 95)

déficit des comptes courant a été contenu à moins de 3,5%. Du façon quasi-unanime, les analystes se félicitent de ces progrès accomplis depuis l'arrivée de ce nouveau gouvernement.

Les dernières enquêtes des ménages réalisées par l'Institut de statistique national turc (TÜİK, 2006), montrent que cette évolution positive de la situation économique et financière du pays, ont eu des effets similaires sur les inégalités de répartitions des revenus et de pauvretés. En effet, d'après les données de ces enquêtes, l'indice de Gini aurait nettement diminué depuis 1994, passant d'un niveau très élevé de 0,49 à 0,44 en 2002 et à 0,38 en 2005. Ce sont les 20% des ménages les plus pauvres qui semble profiter de cette amélioration : leur part de revenu a augmenté de 4,9% en 1994, à 6% en 2005. Par contre, les 20% des ménages les plus riches ont vu leur part de revenu baisser de 54,9% en 1994 à 44,4% en 2005. Ainsi, le rapport entre le revenu moyen entre ces deux groupes est diminué de 11,2 en 1994 à 9,4 en 2002 et à 7,3 en 2005 (Tableau 12).

Tableau 12 - Répartition des revenus des ménages en Turquie

% des ménages	1994	2002	2003	2004	2005
Premier 20%	4,9	5,3	6,0	6,0	6,1
Deuxième 20%	8,6	9,8	10,3	10,7	11,1
Troisième 20%	12,6	14,0	14,5	15,2	15,8
Quatrième 20%	19,0	20,8	20,9	21,9	22,6
Cinquième 20%	54,9	50,0	48,3	46,2	44,4
Indice de Gini	0,49	0,44	0,42	0,40	0,38
Villes	0,51	0,44	0,42	0,39	0,37
Campagnes	0,41	0,42	0,39	0,37	0,38

Source : TÜİK, Hanehalkı Bütçe Anketi, Gelir Dağılı Sonuçları, 2006.

Tableau 13 - Répartition des revenus des ménages en Turquie, 2002-2005

	Les tranches de 5%				Les tranches de 10%				Les tranches de 20%			
	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
1^{er}	0,68	0,86	0,85	0,78	1,89	2,26	2,25	2,19	5,29	6,00	6,04	6,05
2^{ème}	1,21	1,41	1,40	1,40	3,40	3,73	3,78	3,86	9,81	10,28	10,69	11,08
3^{ème}	1,55	1,74	1,76	1,78	4,45	4,68	4,86	4,98	14,02	14,47	15,22	15,83
4^{ème}	1,85	1,99	2,03	2,08	5,36	5,60	5,84	6,10	20,83	20,93	21,88	22,60
5^{ème}	2,11	2,23	2,31	2,36	6,41	6,63	6,95	7,27	50,05	48,32	46,17	44,44
6^{ème}	2,33	2,45	2,55	2,62	7,61	7,84	8,27	8,57				
7^{ème}	2,56	2,68	2,79	2,91	9,32	9,40	9,90	10,21				
8^{ème}	2,81	2,92	3,05	3,19	11,51	11,53	11,98	12,40				
9^{ème}	3,07	3,18	3,32	3,49	15,48	15,15	15,28	15,78				
10^{ème}	3,33	3,45	3,63	3,78	34,56	33,17	30,89	28,65				
11^{ème}	3,63	3,75	3,95	4,10								
12^{ème}	3,98	4,09	4,31	4,46								
13^{ème}	4,41	4,48	4,73	4,85								
14^{ème}	4,91	4,92	5,17	5,35								
15^{ème}	5,42	5,43	5,68	5,86								
16^{ème}	6,10	6,09	6,30	6,54								
17^{ème}	7,06	6,97	7,10	7,34								
18^{ème}	8,42	8,18	8,19	8,45								
19^{ème}	10,51	10,39	9,97	10,28								
20^{ème}	24,05	22,78	20,92	18,37								
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : TÜİK, TÜİK, Hanehalkı Bütçe Anketi, Gelir Dağılı Sonuçları, 2006 et calcul de l'auteur.

Cette amélioration provient de l'augmentation, en terme nominal, de 21% de revenu moyen des ménages au cours des années 2002-2005, de diminution de la part de 5% des ménages de plus

riche et de l'augmentation des parts de revenu des ménages appartenant aux 2^{ème} et 18^{ème} tranche de 5%. La distribution des revenus selon 1/10 donne le même constat : alors que les 10% des ménages les plus riches et ceux de 10% de plus pauvres enregistrent une faible perte de leurs parts de revenus, les ménages de 2^{ème} et 9^{ème} tranches voient leur sort amélioré (Tableau 13)

Avec les données de ces mêmes enquêtes (TÜİK, 2006), l'analyse de répartition fonctionnelle des revenus, nous montre que la part des revenus salariales et les transferts ont augmentés au cours des années 2002-2005 (passant respectivement de 38,7% à 42,5% et de 17,5% à 23%), contre une diminution des revenus des entrepreneurs et des propriétaires des biens mobiliers et immobiliers (passant respectivement de 34,5% à 28,8% et de 9,2% à 5,6%) (Tableau 14). Part contre, du fait de l'exode rural et de l'urbanisation croissant, la part de revenu des ménages du secteur agricole a diminué et ceux du secteur urbain ont augmenté, passant de 68,5% en 2002 à 71,9% en 2005. Ce qui traduit par l'amélioration relative des inégalités en villes par rapport à celui de campagne : l'indice de Gini a baissé, au cours de la période 1994-2005, de 0,51 à 0,37 dans les zones urbaines, contre 0,41 à 0,38 dans la campagne (Tableau 9)

Tableau 14 - La répartition fonctionnelle des revenus en Turquie, 2002-2005 (en %)

	2002	2003	2004	2005
Salairés	38,7	41,8	42,2	42,5
Entrepreneurs	34,5	32,0	31,8	28,8
Secteur agricole	13,2	9,8	9,4	9,5
Manufacture	3,3	4,0	3,9	3,1
BTP	1,3	1,3	1,2	1,4
Commerce	9,8	10,5	10,2	8,9
Prestation de service	6,9	6,4	7,1	5,8
Revenu de patrimoine	9,2	6,2	4,9	5,6
Transferts	17,5	20,0	21,2	23,0

Source : Hanehalkı Bütçe Anketi, Gelir Dağılı Sonuçları, 2006 et calcul de l'auteur

Cependant ces résultats, très optimistes quant aux inégalités de répartitions des revenus, souffrent de plusieurs faiblesses, qui entachent la crédibilité des conclusions qui viennent d'être dégagées. Il y a d'abord un problème de taille et de représentativité des échantillons de ménages utilisés au cours de ces enquêtes. Alors que pour l'enquête de l'année 1987, on retenait 26 400 ménages, l'enquête concernant l'année 2002 n'en comportait que 9 600. Ensuite, l'année 1994, est une année de crise avec un taux de croissance de - 6,1, alors que l'année 2002 est une année d'expansion avec un taux de croissance de 7,8%. Dans ce cas, établir une telle comparaison, pour affirmer que « *tous va bien* » ou « *trop de choses sont résolu* » n'est pas une approche exacte de la réalité des inégalités de distribution des revenus dans ce pays.

L'évaluation de revenu disponible des ménages pose un autre problème important. Le montant de celui-ci peut être déterminé soit par la comptabilité nationale par le calcul du PNB, en se basant sur les revenus des agents, soit à travers des enquêtes réalisées auprès des ménages. Le montant des revenus correspondant aux deux méthodes d'évaluation a toujours été un sujet de discussions et de débat dans un pays comme la Turquie. D'après les critères de l'OCDE (1995), si le rapport des revenus disponibles évalués par les enquêtes est inférieur à 90% des revenus réels calculés par le biais du PNB, l'évaluation est sujette à discussion. Et on est bien dans ce cas de figure ici, puisque ces pourcentages sont 67,5 en 1994, 60,8 en 2002 et 59,4 en 2003. Cette situation ne reflèterait pas donc l'inégalité existant entre les deux extrêmes (entre les plus riches et les plus pauvres) de la distribution. Autrement dit, en faisant de sorte, on minimise l'ampleur des inégalités des répartitions. Pour remédier à cet inconvénient, les autorités de l'DİE, doivent se préoccuper de mieux mesurer la partie des revenus disponibles manquante, non déclarés par les ménages aux enquêteurs, et avoir ainsi une mesure plus proche de la réalité des inégalités et de pauvreté en Turquie.

2 – 2 – La pauvreté en Turquie

Au premier abord, la pauvreté est perçue dans une manifestation monétaire « absolue » à travers un revenu permettant de satisfaire un niveau minimal de consommation. Ce revenu varie avec l'évolution des prix du panier de bien et sa transformation, et à plus longue terme, dans un logique de pauvreté « relative », avec les habitudes sociales, le niveau de vie minimal considéré comme socialement acceptable dans le pays. Le prolongement international de la mesure de pauvreté « absolue » conduit à mettre l'accent sur des seuils en dollars, qui frappent à la fois l'imagination, tout en correspondant à un niveau de couverture minimal des besoins de l'Homme. Ainsi on fixe les seuils de 1 ou 2 dollars par jour et par habitant mais il est bien évident qu'il ne suffit pas de connaître l'incidence de la pauvreté, encore faut-il être en mesure de juger du degré de privation des pauvres. Dans cette esprit, les indices FGT (du nom des auteurs Foster – Greek et Thorbecke) sont notamment utilisés afin de mesurer la profondeur et la diversité de la pauvreté²⁶.

Dire que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel est devenu, depuis, le début du nouveau millénaire, une trivialité. Cependant, la majorité des études appliquées utilisent un indicateur unidimensionnel pour juger du niveau de bien-être : revenu, consommation calorique, espérance de vie, niveau d'éducation, accès à l'eau etc. Ils se réduisent invariablement à agréger avec des pondérations *ad hoc*, ces différents indicateurs en un seul indice synthétique²⁷. Tous ces méthodes impliquent nécessairement le choix de règles d'agrégation et de pondération qui, en définitive, sont nécessairement arbitraires, et peuvent conduire à des conclusions contradictoires quant au degré de privation de bien-être de groupes particuliers de la population. A notre connaissance, peu de travaux ont été réalisés dans ce domaine et on peut penser que c'est dans cette direction que se continueront les efforts comme en fait foi les derniers travaux de Duclos, Sahn et Younger (2005).

La pauvreté peut aussi mesurer en mettant en avant non plus seulement les biens et les ressources monétaires, mais également les « *capabilities* » et liberté, autrement dit, les caractéristiques individuelles et sociales sur la base desquelles se construit la personne. En faisant référence aux travaux d'Amartya Sen (1999), l'important est que les individus soient libres de choisir le mode de vie qu'ils ont de bonnes raisons d'apprécier. Ce qu'il s'agit de distribuer de façon équitable, ce ne sont pas seulement les biens matériels, mais surtout les « *capabilities* » permettant de développer des modes de fonctionnement (*functionings*) humains fondamentaux pour promouvoir une vie digne et sensée.

C'est incontestablement dans ces directions que s'oriente, depuis quelques années, la réflexion et l'attention de la communauté mondiale à travers les objectifs du millénaire (ODM). En Turquie, les derniers travaux réalisés par l'organisme étatique (DİE, 2003, 2004, 2005 ; TÜİK, 2006), s'inscrivent dans le cadre d'une telle préoccupation. Même si les premières études sur la pauvreté dans ce pays remontent à la fin des années quatre-vingt (Celasun, 1989), ce n'est que depuis le début des années 2000, le thème devient une des priorités gouvernementale.

Celasun, dans son travail portant sur les années 1973, 1978 et 1983, avec des lignes de pauvreté « absolue » des ménages fixés à 12 000, 38 040 et 327 430 livre turc (TL) (aux prix de l'année 1987), il évalue, respectivement pour ces années, le taux de pauvreté à 32%, 25% et 30%. Celui-ci a été suivi par d'autres travaux, dans le cadre des institutions étatiques (DPT, DİE), portant sur la période 1987-1994 (Dumanlı, 1996 ; Dansuk, 1997 ; Erdoğan, 2000). Se basant sur les budgets

²⁶ Nécessaires pour mieux saisir l'ampleur du problème, ces indices sont aussi utiles pour mesurer l'efficacité des politiques publiques de lutte contre la pauvreté. Par exemple, si l'on se limiterait à choisir comme seul critère la réduction du nombre absolu de pauvres dans une collectivité, les politiques les plus efficaces seraient celles qui visent les ménages situés au voisinage du seuil de pauvreté sans égard à ceux qui se trouvent dans une situation plus critiques. L'utilisation des mesures plus sophistiquées est donc nécessaire si l'on ne veut pas réduire les préoccupations de politiques économiques à leur expression la plus simple, voire la plus simpliste. Il en est d'ailleurs de même pour les comparaisons internationales où la fixation de seuils arbitraires du type 1 ou 2 dollars par et par habitant est dépourvue de sens.

²⁷ L'exemple le plus connu est certainement l'Indicateur de Développement Humain (IDH) proposé par le PNUD en 1990 qui utilise une moyenne pondérée de l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et du PNB par habitant comme mesure de bien-être d'une population.

des consommation des ménages, aux prix de l'année 1987, les ligne de pauvretés ont été estimés respectivement à 284 700 TL, 473 405 TL et 14 696 369 TL, pour les années 1987, 1988 et 1994 (Dumanli, 1996). Le taux de pauvreté « absolue » des ménages a été estimé à 15,6% pour l'année 1987 (Dansuk, 1997, p. 48) et à 24,3% pour l'année 1994 (Erdoğan, 2000, p. 35). La Banque mondiale, dans son rapport de 2000, le taux de pauvreté fixé au seul de 1 et 2 dollarS par jour et par personne, a été estimé respectivement à 2,4% et 18%.

Depuis l'année 2002, l'Institut de statistique turc (TÜİK) s'efforce de publier régulièrement résultats des enquêtes réalisés auprès des ménages sur les répartitions des revenus et la pauvreté en Turquie. Nous disposons donc aujourd'hui, pour les différentes mesures de pauvreté (pauvreté au seuil de 1 ou 2 dollars par jour/personne, pauvreté « absolue », pauvreté « normale », pauvreté « relative »²⁸) les résultats concernant les années 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006. Dans l'enquête de l'année 2002, pour un ménage composé de quatre personnes, la ligne pauvreté « absolue » (niveau minimal de consommation alimentaires), a été fixée à 133 YTL (nouveau livre turc) par mois et, la ligne de pauvreté « normale » (minimum de consommations alimentaires + consommations non alimentaires²⁹) à 310 YTL. Pour les années 2003, 2004 et 2005, ont été respectivement évalué à 168 YTL, 182 YTL et 192 YTL pour les lignes de pauvreté « absolue », et de 417 YTL, 429 YTL et 487 YTL pour les lignes de pauvreté « normale ».

D'après les résultats, aujourd'hui, il 'y aurait pratiquement pas des personnes survivant avec 1 dollar par jour en Turquie. Le taux de pauvreté, avec le seul de 2,15 dollars aurait diminué du moitié au cours de la période 2002-2005, passant de 3,04% en 2002 et à 1,55% en 2005. En 2006, sur un totale de 17,7 millions de ménages, 2,7 millions était en dessous de seul de pauvreté « normale » (soit 14% des ménages). En tenant compte de nombres de personnes par ménages, ce taux, au cour de la même période, aurait diminué de 26,96% en 2002 à 20,50% en 2005, 17,81% en 2007% et remonté à 18,56% en 2007. Le taux de pauvreté « absolue » aurait également baissé de 1,35% en 2002 à 0,87% en 2005, 0,74% en 2006 et à 0,54% en 2007. Cependant, la diminution du taux de pauvreté « relative » aurait été moins important, passant de 14,74% en 2002 à 14,18% en 2004, et remonté à 16,16% en 2005.

Les résultats de ces enquêtes montrent que la pauvreté touche particulièrement les ménages ayant beaucoup d'enfants, de niveau d'éducation peu élevé, les travailleurs journaliers et les sans travail. Et que l'évolution celle-ci a été très différente selon les régions, les milieux urbains ou ruraux.

Pour les ménages n'ayant pas d'enfant ou ayant un seul, le taux de pauvreté est nettement au-dessous de la moyenne. Le taux de pauvreté diminue avec l'augmentation de niveau d'éducation : le taux de pauvreté chez analphabètes se situerait à un niveau de 37,81% en 2005, contre 0,79% chez les diplômées de l'enseignement supérieur.

Au cours de la période 2002-2006, la diminution de pauvreté a été plus marquée dans le milieux urbains que dans les campagnes. Le taux des ménages pauvres vivant dans les milieux ruraux a augmenté de 52,5% en 2002 à 68,4% en 2006. Au cours de même période, alors que le taux de pauvreté des ménages de milieux urbains a nettement diminué de 17,4% à 6,9%, dans les milieux ruraux le même taux n'enregistre qu'un faible ralentissement (passant de 30,5% à 26,9%). Et que le pourcentage des personnes pauvres vivant dans en campagne a augmenté de 51,1 à 67,3 au cours de la période considéré.

Ainsi durant ces dernières années, même si l'ensembles des résultats reste mitigés et sujette à discussions, un large consensus s'est établi parmi les chercheurs des organismes étatiques quant à l'amélioration de pauvreté en Turquie. Cette section, après avoir visité les travaux sur la pauvreté en Turquie d'avant les années 2000, analyse en détaille ces dernières évolutions en vue d'en dégager les politiques économiques et sociales à suivre pour améliorer le sort de ces déshérités. Dans ce contexte, une attention particulière doit être accordée aux groupes les plus défavorisés de

²⁸ La ligne de pauvreté « relative » corresponde à 50% du montant de la dépense individuel médian.

²⁹ Le montant monétaire de cette consommation est calculé en tenant compte de la par que ces dépenses occupe dans le budget d'une ménages se trouvant au seul de pauvreté « absolue »

la population corrélativement au processus de croissance économique. Autrement dit, la stratégie économique doit être compatible avec la stratégie de lutte contre la pauvreté.

2 – 2 – 1 – L'état de pauvreté en Turquie, les décennies soixante dix quatre vingt dix

2 – 2 – 2 – Amélioration de la pauvreté en Turquie ces dernières années ?

2 – 2 – 3 - Quelques pistes de réflexions pour des politiques économiques et sociales à suivre pour améliorer le sort des déshérités en Turquie.

BIBLIOGRAPHIE

- AGHION P. , CAROLI E. et GARCIA-PENALOSA C. , 1999, « Inequality and Economic Growth : The Perspective of the New Growth Theories », *Journal of Economic Literature*, vol. 37, décembre, pp. 1815-1660.
- ALESINA A. et PEROTTI R., 1996. "Income Distribution, Political Instability, and Investment." *European Economic Review*, 40(6): 1203-1228.
- ALESINA A. et RODRIK D., 1994. "Distributive Politics and Economic Growth." *Quarterly Journal of Economics*, 109(2): 465-490.
- ALTAN F. , 1998, "Türk Tarım Yapısı-Tarım Sayımlarının Mülkiyet ve İşletme Biçimleri Bakımından Karşılaştırmalı Bir Analiz", Türkiye'de Tarımsal Yapı ve İstihdam, DIE, Yayın n°2210, Ankara.
- ARIN T. , 2003, "Türkiye'de Mali Küreselleşme ve Mali Birikim ile Rel Birikimin Birbirinden Kopması", Küresel Düzen : Devlet, Birikim ve Sınıflar Korkut Boratav'a Armağan, Eds. KÖSE A.H., ŞENSES F., YELDEN E., İletişim, İstanbul.
- BANQUE MONDIALE, 1980, Turkey : Policies and Perspectives for Growth, Washington.
- BANQUE MONDIALE, 2000, Global Economic Prospects and the Developing Countries 2001, Banque Mondiale, Washington.
- BİLEN M. et MUHARREM ES. , 1998, „Gelir Dağılımı Sorunu Ve Çözülümünde Yeni Arayışlar”, Yönetim ve Siyasette Etik Sempozyumu, Adapazarı.
- BORATAV K. , 2004, *Türkiye İktisat Tarihi 1908-12002*, Imge Kitapevi, Ankara.
- BOURGUIGNON F. 2002, « The growth elasticity of poverty reduction : explaining heterogeneity across countries and time periods », *Working paper* n° 2002-03, Paris, DELTA.
- BOURGUIGNON F. 2003, "The Growth Elasticity of Poverty Reduction: Explaining Heterogeneity across Countries and Time Periods." Eicher, T. et S. Turnovsky (dir. pub.), *Inequality and Growth. Theory and Policy Implications*. The MIT Press, Cambridge, Mass.
- BOURGUIGNON F. , 2004, Le triangle pauvreté-croissance-inégalité, *Revue Afrique contemporaine*, Automne 2004, pp. 29-56.
- BHALLA S., 2002, *Imagine There's No Country : Poverty, Inequality and Growth in the Era of Globalization*, Washington, D.C., Institute for International Economics.
- BULUTAY T., TÜMUR S., ERSEL H. ,1971, Türkiye gelir dağılımı 1968, Sevinç Matbaası, Yayın No : 325, AÜ. Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayını, Ankara.
- CELASUN M., 1986, "Income Distribution and Domestic Terms of Trade in Turkey, 1978-1983: Estimated Measures of Inequality and Poverty", *ODTÜ. Gelişme Dergisi*, 13 (1-2), pp.193-216.
- CELASUN M., (1989), "Income Distribution and Employment Aspects of Turkey's Post-1980 Adjustment", *ODTÜ. Gelişme Dergisi*, 16 (3-4), pp.1-31.
- CLING J.-P., DE VREYER Ph., RAZAFINDRAKOTO M. et ROUBAUD F. , 2003, « La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : le rôle des inégalités », DIAL, Document de Travail.
- COSAR N. , 2005, « Demokrat Parti Dönemi Maliye Politikası », Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Dergisi, vol. 60, n° 1, Ankara, Janvier-Mars.
- DUMANLI, R. ,1996, *Yoksulluk ve Türkiye'deki Boyutları*, Uzmanlık Tezi, DPT Yayın No: 2449, Ankara.umanlı,1996
- KUZNETS S., 1955, « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review*, vol. 45 (March), pp. 1-28.
- CHEN S. , RAVALLION M. , 1997, "What Can New Survey Data Tell Us about Recent Changes in Distribution and Poverty", *World Bank Economic Review*, vol. 11, n° 2, pp. 357-81.
- CHENERY H. et AHLUWALLA A. S. , 1974, "A Model of Redistribution and Growth", dans *Redistribution with Growth*, par H. Chenery, M. S. Ahluwaliz, C. L. G. Bell, J. H. Duloy et R. Joll, Oxford University Press, Oxford, pp. 209-235.
- CLING J.P., VREYER P. de, RAZAFINDRAKOTO M., RONBAUD F., 2004, "La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté", *Revue Française d'Economie*, vol. XVIII, p.137-187, janvier.
- COGNEAU D. , GUENARD, 2002, *Les inégalités et la croissance : une relation introuvable ?* Document de travail DT 2002-03, Janvier DIAL, Paris.

- CORNIA G. A. , 1999 , "Liberalization, Globalization and Income Distributio", WIDERER Working Paper Series N) 157, mars.
- ÇAVUŞOĞLU T., HAMURDAN Y., 1966, Gelir Dağılımı Araştırması (1963) , T.C. Başbakanlık Devlet Planlama Teşkilatı Araştırma Şubesi.
- DANSUK E. , 1997, Türkiye'de Yoksulluğun Ölçülmesi ve Sosyo-Ekonomik Yapılarla Ölçülmesi, DPT, Sosyal Sektörler ve Koordinasyon Genel Müdürlüğü Ücretler ve Gelir Dairesi Başkanlığı, DPT Uzmanlık Tezleri, Yayın n° 2472, Ankara.
- DATT G. , RAVALLION M. , 1992, « Growth and redistribution Components of Changes in Poverty Measures : a Decomposition with Application to Brazil and India in the 1980s", *Journal of Development Economics*, 38 (2), 275-295.
- DEININGER K. , SQUIRE L. , 1996, "A New Data Set Measuring Income Inequality", *The Word Bank Economic Review*, 10 (3), 565-91.
- DOLLAR D. et KRAAY A., 2000, « *Growth is good for the poor*», Working Paper, n° 2587, April, Banque mondiale, Washington D.C.
- DİE, 1979, Kırsal Kesim Gelir Dağılımı ve Tüketim Harcamaları, 1973-1974, Yayın No:881, Ankara
- DİE, 1990, 1987 Hanehalkı Gelir ve Tüketim Harcamaları Anketi Sonuçları - Gelir Dağılımı , Yayın No: 1441, Devlet İstatistik Enstitüsü Matbaası, Ankara.
- DİE, 1993, Genel Nüfus Sayımı – Nüfusun Sosyal ve Ekonomik Nitelikleri, Ankara, p. 8.
- DİE, 1997, 1994 Hanehalkı Gelir Dağılımı Anketi Sonuçları, Ankara.
- DİE, 1976, Gelir Dağılımı Araştırması 1973 , Yayın No: 1495, Sosyal Planlama Dairesi Araştırma Şubesi, Ankara.
- DİE, 1996, İstatistik Göstergeleri, 1923-1992, Ankara.
- DİE, 2003, Haber Bülteni. Hanehalkı Bütçe Anketi Gelir Dağılımı Sonuçları. 6.11.2003
- DİE, 2003, *Gelir Yöntemiyle GSYİH 1987-2002*; DİE Gelir Yöntemiyle GSYİH 2003 serileri
- DİE, 2004, Haber Bülteni. Gelir Dağılımı Sonuçları 2003, 06.10.2004
- DPT, 1998, Ankara
- DPT, 1968, İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı.
- DPT, 1976, Gelir Dağılımı 1973, Ankara.
- DPT, 2002, Sayılarla Türkiye Ekonomisi : Gelişmelri (1980-2000), Tahminler (2002-2005), Ankara.
- DPT, 2003, « *İllerin Sosyo Ekonomik Gelişmişlik Arştırması* », 2003, <http://www.dpt.gov.tr>
- DPT, 2004, *Gelir Dağılımı Sonuçları, 2003*, 06/10/2004 Haber Bülteni.
- DUCLOS J. –Y, SAHN D. et YOUNGER S., 2005, « Robust Multidimensional Povrety Comaraisons », *Economic Journal*, n°514, pp. 943-968.
- ERDOÜAN. G. , 2000, T.rkiye'de Yoksulluk: Boyutu ve Profili , UzmanlYk Tezi, DİE,Ankara.
- ESMER Y., FÜPEK H., KALAYCIOÜLU E.,1986, Türkiye'de Sosyo-Ekonomik Öncelikler,Hane Gelirleri, Harcamaları ve Sosyo-Ekonomik İhtiyaçlar üzerine Araştırma Dizisi , vol. II, T.SÜAD, İstanbul.
- FIELDS G. S. , 2001, *Distribution and Development : a new look at the developing world*, MIT, The Russell Sage Foundation, New York, Cambridge, London.
- FRANCISCO H. C. , 1999, "Inequality and Economic Performance", www.worldbank.org/poverty/inequal/index.htm:Banque mondiale.
- GÜLALP H. , 1983, Gelişme Stratejileri ve Gelişme İdeolojileri, Yurt Yayınları, Ankara.
- KALDOR N. 1956, " Alternative Theories of Distributions", *Review of Economic Stude*, n° 23, pp. 94-100.
- KAKWANI N. et SUBBARAO ubbarao (1990),
- KAKWANI N. , 1993), "Poverty and Economic Growth with Application to Côte d'Ivoire", *Review of Income and Wealth*, 39, pp. 121-39.
- KAKWANI N. , 1997, "On Measuring Growth and Inequality Components of Poverty with Application to Thailand", Discussion Paper, School of Economics, The University of New South Wales.
- KAZGAN G. , 1999, Tanzimattan XXI. Yüzyıla Türkiye Ekonomisi Birinci Küreselleşmeden İkinci Küreselleşmeye, Altın Kitaplar Yayınevi, İstanbul.
- KELEŞ R. , 1996, *Kentleşme Politikası*, İmge Kitapevi, Ankara, p. 386
- KEPENEK Y. et YENTÜRK N. , 2005, *Türkiye Ekonomisi*, Remzi Kitapevi, İstanbul, p; 32.
- KLASEN S., 2002, "*In Search of the Holy Grail : How to Achieve Pro-Poor Grawth?*", Papier présenté à la conférence ABCDE-Europe organisée par la Banque mondiale, Oslo, 24-26 Juin.

- HALTBERT R. , 2002, "The Growth Elasticity of Poverty", in *Growth and Poverty*, A. F. Shorrocks et R. Van der Hoeven (dir.), Oxford University Press, Oxford.
- IŞIĞIÇOK E. , 1998, "Türkiye'de Gelir Dağılımı ve 1987-1994 Gelir Dağılımı Araştırması Karşılaştırmalı Bir Analizi", *Uludağ Üniversitesi IIBF Dergisi*, mai.
- JAIN L. R et TENDULKA S. D. , 1990, "Role of growth and distribution in the observed change in Headcount Ratio measure of poverty : A decomposition exercise for India", *Indian Economic Review*, Vol.XXV, No.2, pp. 165-205.
- JOHN W. , 1997, "Analysis of the Demery and squire 'Adjustment and Poverty' Evidence", *Journal of International Development*, n° 9, pp. 827-836.
- LE WIS W. A. ,1954 , « Economic Development with Unlimited Supplien of Labours", *Mnchester School of Economics and Social Studies*, n° 22, pp. 139-181.
- MILANOVIC B. , 1999, "Explaining the Increase in Inequality During the Transition", *Word Bank Policy Research Departement Paper*, Washigton DC, Banque mondiale.
- SALA-I-MARTIN X., 2002, "The Word Distribution of Income (Estimated from Individual Country Distributions), *Working Paper*, 8933, Washington, D.C., BBER.
- OCDE, 1999, Turquie, Etudes Economique de l'OCDE, Paris.
- OCDE, 2008, Rapport de M. Förster et Marco Mira d'Ercole, Croissance et inégalité, Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, Septembre.
- ODTÜ, 1999, Kentsel Politika Planlaması ve Yeni Yönetimler Ana Bilil Dalı 1999 Yılı Stüyo Çalışması, Kentsel Yoksulluk ve Geçinme Stratejileri, Ankara.
- PERSSON T et G. TABELLINI G. , 1994. "Is Inequality Harmful for Growth?" *İkEconomic Review*, 84(3): 600-621.
- PIKETTY T., 1997. "The Dynamics of the Wealth Distribution and the Interest Rate with Credit Rationing.", *Review of Economic Studies*, 64: 173-189.
- PNUD, 2007/2008, Human Development Raport , http://hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_EN_Complete.pdf
- RODRIK D. , 2001, "The Global Governance of Trade As if Development Realy Mattered", *Background Paper*, UNDP, New York.
- RAVALLION M. (1996), "Issues in measuring and modelling poverty", *The Economic Journal*, Vol. 106 pp.1328-43.
- RAVALLION M. 2001, "Growth, Inequality and Poverty : Looking Beyond Averages", *World Development*, vol. 29, n° 11, november, pp. 1803-1816.
- RAVALLION M. et CHEN G. , 1997, "What can new survey data tell us about recent change in distribution and poverty", *World Bank Economic Review*, vol. 11, n° 2, pp. 357-81.
- SEN A. , 1995, "The Political Economy of Torgeting", dans *Public Spending and the Poor*, par D. van de Walle et k; Neat (dir.), Baltimore, John Hopking Universiy Press pour la Banque mondiale, pp. 11-24.
- SEN A. , 1999, "L'économie est une science morale », La Découverte, Paris.
- SHLEIFER A. et VISHNY R-W. , 1998. "Income Distribution, Market Size, and Industrialization." *Quarterly Journal of Economics*, 537-64, août.
- SON, H. (2003), A new poverty decomposition. World Bank Washington DC.
- SÖNMEZ M. , 2002, "Gelir Uçurumu : Dünyada ve Bizde", Yoksunluk, Şiddet ve İnsan Hakları, Ed. Yasemin Özdek, TODAL Enstitüsü İnsan Hakları Araştırma ve Derleme Merkezi, Ankara.
- SOYER A. , 2005, "Türkiye'de Sağlık Hizmetleri, Sağlık Hekimler Ve Eşitsizlik, Bugünden Yarına...", http://www.ttb.org.tr/2020/ata_soyer.doc
- WILLIAMSON J. , 1990, "What Washington Means by Policy Reform", in *Latin American Adjustment : How Much has happened?*, Williamson J. , (eds), Institute for International Economicq, Washington, DC.
- TÜSİAD, 2005, Türkiye Ekonomisinde Sermaye Birikimi? Verimlilik ve Bütüme (1972-2003), Büyüme Stratéjileri Dizisi, n° 5, Ankara.
- TÜİK, 2006, "Hanehalkı Bütçe Araştırması, Gelir Dağılımı – 2002", mai 2006
- YELDAN M. , 2003, Küreselleşme Sürecinde Türkiye Ekonomisi Bölüşüm, Birikim ve Büyülme, İletişim Yay, İstanbul.
- Van der HOEVEN R. , 2002, "Poverty and Structural Adjustment. Some Remarks on the Trade-off between Equity and Growth", dans *New Poverty Strategies, What have they acieved, Wath have we learned?*, P. Mosleyet et A. Booth (dir.), Londres, Macmillan.

VAN DER HOVEN et SAGET C. , 2004, „Labour markets and Income inequality : what are the new insights after the Washigton Consensus”, dans A. Cornie (dir.), *Inequality, growth and poverty an era of liberalization and globalization*, Oxford Universty Press, Oxford.

VAN DER HOEYEN R. , 2000, “Labour markets and Income inequality : what are the rew insights after the Washigton Consensus”, WIDER Document de travail, n° 209, déc. 2002, UNU/WIDER, Helsinki.

